

Informations Correspondance Ouvrières

SOMMAIRE

page	
I	UN JOUR DE GREVE POUR LES SYNDICATS Nation 2 ,Renault ,Chausson ,Imprimerie, Métallurgie ,Jeumont ,Rennes ,A G F Ecole primaire .
I2	ORGANISATIONS ET MOUVEMENT OUVRIER
I5	ETUDIANTS ET ACTION lettres <u>Grande Bretagne</u> : la révolte des étudiants à la recherche de sa conscience propre
20	Espagne , Belgique , Italie , USA , des lettres
23	GRANDE BRETAGNE La grève aux usines Ford .
27	PUBLICATIONS
Hors texte	INFORMATIONS ET LIAISONS Görter : REPONSE A LENINE

LE NUMÉRO

I Franc

mensuel

NUMERO 80

AVRIL 1969

La Feuille Anarchiste N° 8- Finster, 122 av. de Choisy, Paris 13è.

Le Peuple Breton Nos 62-63; BP 713, Rennes- Non à la réforme régionale gaulliste
Combat pour une Bretagne socialiste.

L'Organisation Libertaire N° 4- Florac, 109 Chemin de l'Oule, Montolivet, 13
Marseille, 12è; construire l'organisation ...

Analyses et documents Nos 165-166, 29 Rue Descartes, Paris 5è- Fiches classées
de documentation- Les jeunes dans la société- Capitalisme dans le monde- Syndicalisme
et luttes ouvrières.

La Voix de la Paix N° 095- Bauchet, 36 R. du Mal Foch, BP 20- 14, Villiers s/mer

Union Pacifiste N° 32- Gauchon- Groupe Paul Langevin, 78-Trappes

Bulletin publié par le secrétariat des Objecteurs de Conscience ..

pour information sur la récente répression de l'état sur une ving-
taine d'entre eux.

Cahiers des amis de Han Ryner N° 92- 3 allée du Château- 93-Les Pavillons
sous Bois.

Le Musée du Soir Nos 7-8- 27 R. de l'Eternité- St Etienne- Revue littéraire et
culturelle d'expression ouvrière et paysanne

Esprit Libre N° 49- Krassovsky, 7 R. Boucicaut, Paris 15è.

Bulletin du Comité de Liaison des A.G.F. N° 7- Les élections au Comité d'Eta-
blissement A.G.Vie.

A.I.T. - N.T.T.E. tract de la Fédération locale de Grenoble sur l'état d'ex-
ception en Espagne.

on espagnol: La Batalla-Poum N° 168- 5 Rue Aubriot, Paris 4è.

Espoir- CNT-AIT: Nos 372 à 375- Bourse du Travail, Place St Sernin-31 Toulouse

oooooooo

NUMEROS d'ICO DEMANDES:

I- 4- 6- 8- 10- 11- 13- 17- 27- 28- 29- 30- 45- 56- 61- 65- 67-
71- (plusieurs)

NUMEROS d'ICO DISPONIBLES:

quelques exemplaires disparates de 1959 et 1960 et les Numéros suivants:
50- 51- 52- 54- 55- 58- 62- 64- 73- 74- 75- 76- 77- 78- 79.

RECTIFICATIF:

au numéro 79- mars 69:

page 15: 6ème ligne en partant du bas de la page

lire: POURTANT au lieu de PARTANT.

page 31: dans l'adresse de BELIRASTE on a omis de mentionner la ville
PARIS, 25 rue des Boulangers.

LE NUMERO UN

des Cahiers du Communisme de Conseils est de nouveau disponible. Notre
tâche - le matérialisme historique de A. Pannekoek. (demander à Camoin- BP 15-
13-Marseille (12è)- contre 2 frs.

REUNION:

L'Institut Parisien de l'Ecole Moderne organise le 25 avril à 20h
I.P.M. 29 R. d'Ulm, Paris 5è- dans le cadre d'une semaine pédagogique
un débat sur le thème:

Structures économiques, politiques, culturelles et rénovation pédagogique

UN GROUPE d'AIX

diffuse une brochure sur "Archinov" -Plate-forme d'organisation-
54 pages- textes d'Archinov, Voline, Malatesta, Makhno, Berneri,
Nettlau, etc.. envoi contre Of70 en timbres -
demander à DIAZ Daniel - 7213 Cité les Gazelles - 13 AIX.

informations et liaisons

RENCONTRES:

Nationale: elle aura lieu un week-end dans la première quinzaine de juin. Les camarades ou groupes désirant y participer voudront bien contacter directement ICO les camarades de Paris assurant provisoirement la correspondance pour obtenir tous documents sur les projets de discussion - et toutes précisions complémentaires.

Internationale: elle aura lieu un week-end, milieu de juillet, vraisemblablement hors de France. Des précisions complémentaires seront données dans le bulletin de mai.

LE TRAVAIL: de rédaction, de tirage, d'expédition, est fait entièrement par des camarades d'ICO sur leur temps de loisir. Ces tâches se sont accrues énormément, le tirage d'ICO ayant pratiquement doublé - de 500 à 1000 exemplaires depuis mai. Pour réduire les tâches matérielles, nous demandons aux camarades:

- d'écrire leurs noms et adresse en caractères d'imprimerie
- de signaler les erreurs et les changements d'adresse.

AUX CAMARADES qui envoient des textes ou tracts ronéotés d'en expédier chaque fois 10 exemplaires ou de donner une adresse. L'annonce de différentes publications a provoqué des demandes qu'il est difficile parfois de satisfaire si nous ignorons l'origine des textes envoyés.

LES CAMARADES de LYON étudiants en histoire et géographie qui ont rédigé collectivement un texte reçu en 3 exemplaires annoncé dans le dernier bulletin (N° 79-mars 69) sont priés d'en envoyer 10 et de donner une adresse pour satisfaire des demandes.

PROCHAINES REUNIONS d'ICO Nous rappelons aux camarades que sauf circonstances exceptionnelles, il n'est plus envoyer de convocations pour les réunions celles -ci ont lieu en principe le 2ème vendredi (à 19h30) et le 4ème Samedi à 14h30 de chaque mois. Les prochaines réunions auront lieu aux dates suivantes:

SAMEDI 26 AVRIL - 14h30

VENDREDI 9 MAI - 19h30

SAMEDI 31 MAI - 14h30

Un camarade a proposé qu'alternativement une réunion soit consacrée aux informations d'entreprises et aux questions matérielles et une autre à une discussion sur des sujets préparés à l'avance. Cette proposition sera examinée au cours de la prochaine réunion.

SOUSCRIPTIONS: (voir ICO N° 78- p.I-février 69)

- pour le tirage de brochures: fév.69:275.-
reçu en mars: P.:5.- M. 50- L.15- P.20- M.5- J.25- T.50- P.10- TOTAL.....455.-
- pour l'achat de machines: fév.69:275.-
reçu en mars: M.50- M.40- L.10- P.20- S.20- M.5- J.25- T.50- P.10- TOTAL...505

ON NOUS DEMANDE d'insérer le communiqué suivant:

CONSEIL de SOUTIEN à ANDREE DESTOUET: se propose de l'aider à:

- payer les honoraires de son avocat
- la soutenir moralement par l'envoi de sommes d'argent, de livres, de colis, etc..

Versements à effectuer au ccp. 1963-63- BRUNO - TOULOUSE-31

PROCHAIN BULLETIN

Faute de place et en raison de l'augmentation du tirage, nous avons dû/repporter des articles déjà annoncés et toute la correspondance

En 1917, la Révolution russe avait anéanti le tsarisme et amené les Bolchevicks au pouvoir ... Quand la défaite des spartakistes en Allemagne eut amené une révolution mondiale, Lénine chercha, en revenant à la tactique du parlementarisme à gagner les ailes gauches des partis socialistes. La majorité des communistes allemands s'y opposa vigoureusement. Ils furent exclus et c'est contre eux que Lénine écrivit sa brochure sur la "maladie infantile"... Görter ..y répliqua par sa brochure "Réponse à Lénine"... La politique de Lénine a, logiquement, par la suite, abouti en Russie au stalinisme, elle a divisé le prolétariat de l'Occident et l'a rendu impuissant ... Si nous embrassons d'un coup d'oeil toute l'histoire politique du dernier siècle, nous voyons constamment l'opposition de deux méthodes politiques qui sont elles mêmes une expression de la lutte de classes... La politique est l'art de dominer les hommes... Les politiciens habiles s'efforcent de réformer... D'autres s'efforcent d'aider les masses exploitées à acquérir la force de se délivrer elles mêmes de toute exploitation et domination
(Anton Pannekoek - théoricien du mouvement communiste de conseils)
(extrait d'un article "La politique de Görter" paru dans La Révolution Prolétarienne, août septembre 1952, 21 rue Jean Robert, Paris)

hermann gorter

REPONSE

A

LENINE

SUR

"LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME"

I-920

reponse à lénine

Les contributions de camarades des "Cahiers du Communisme de Conseils" (Caroin Robert, B P n°15, 13 Marseille 12) et d'INformations Correspondance Ouvrières (I C O) (13 bis rue Labois Rouillon, Paris 19eme)

ont permis la réédition de cet ouvrage.
Sa vente servira à financer la publication d'autres textes
Envoi contre 4 F après apurement par tous moyens aux adresses
ci dessus ou contre virement au ccp d'I C O : Paris
(pas d'envois gratuits) 20 I47-54

(Il est envisagé une brochure explicative qui sera diffusée ultérieurement et dont la parution sera annoncée dans le bulletin I C O mensuel)

un jour de grève pour les syndicalistes

Les textes qui suivent sont le récit de la grève du 11 mars dans différentes entreprises, telle que les camarades qui travaillent dans ces entreprises l'ont vécue.

NATION 2 : 2 jours de GREVE

Les terminus Nation 2 et 6 furent à l'origine de la grève de Mai à la R.A.T.P. et ils furent également les derniers à reprendre le travail 24h après l'ordre des syndicats.

A la suite de la grève est née une section syndicale CFDT et le C.A.O. (Comité d'Alliance Ouvrière, trotskyste, tendance Lambert) a vu un certain grossissement de ses troupes.

La CGT ayant perdu des plumes dans cette affaire, on a vu le responsable de la section du P.C. être muté à Nation 2 pour contrer les gauchistes.

Le 11 mars, c'est la totalité des travailleurs qui débraye. Plusieurs réunions ont lieu. Les membres du C.A.O. voient dans cette grève une ouverture vers un renouveau des luttes. "Le front unique des travailleurs et de leurs organisations est réalisé". Ils demandent à ce qu'une assemblée générale soit convoquée par les syndicats (comme toujours) et à ce qu'on ouvre des perspectives pour continuer la lutte. La CFDT ne propose rien mais se déclare prête à couvrir les gars qui voudraient continuer la grève. La CGT pense que "suivant la participation à la grève du 11 mars nous pourrions voir quelle forme d'action il faut envisager".

A Nation 2 - et pas ailleurs (ni à Nation 6, ni à l'autre terminus de la ligne 2, Dauphine), les travailleurs, eux, votèrent la continuation de la grève le mardi soir, espérant, suivant le schéma de mai, faire débrayer les autres lignes par le seul poids de leur volonté. Mais aucune ligne ne répondra à l'appel des travailleurs de Nation 2 même pas la ligne 6. Les syndicats CGT et CFDT sortent un tract amputé d'une bonne partie de son texte:

CGT - CFDT

- Pour l'aboutissement de la Charte Revendicative ratifiée par les agents de Nation 2
- pour les deux jours de repos consécutifs (6 et 2)
- pour un nouveau tableau de service avec des équipes supplémentaires
- pour l'abrogation de la note de service (27 minutes)

Les agents de Nation 2 ont voté la poursuite de la grève,

le Mercredi 12 Mars 1969

et en informant l'ensemble des travailleurs et travailleuses.

11 Mars 1969. 20h.

Le C.A.O. en sort un également qui débute par un mensonge:

"A l'appel des sections syndicales CGT et CFDT les travailleurs de Nation 2 se mettent en grève le mercredi 12 ... Il appartient aux organisations syndicales d'assurer le succès :

- en organisant la généralisation du combat sur l'ensemble du réseau ferré
- en organisant immédiatement l'assemblée générale de tous les travailleurs du réseau ferré".

Les syndicats évidemment laissent les gars se débattre dans leur isolement et attendent le pourrissement de l'action. A 11h, le mercredi 12 mars, une intersyndicale a lieu, il en résultera une lettre adressée au Ministre des transports où les syndicats l'assurent de leur considération distinguée. Egalement vers la même heure, une délégation de Nation 2 est reçue par la direction du réseau ferré qui regrettera de ne pouvoir satisfaire nos revendications.

Les travailleurs ne se sont jamais fait d'illusion quant au résultat de pareille entrevue. La journée se passera sans autres directives. Les gars reprendront jeudi matin conscients d'avoir fait grève pour RIEN.

X X

X

Plusieurs faits significatifs peuvent être relevés:

- tous les travailleurs de Nation 2 ont fait la grève en croyant vraiment que leur action localisée ferait démarrer un mouvement sur le réseau ferré, et, qui sait, s'étendrait ensuite comme en mai. Si on peut considérer qu'ils ont pris à la lettre les déclarations grandiloquentes des trotskystes des C.A.O. et les promesses démagogiques de la CFDT, on doit aussi voir qu'ils pensaient sincèrement entrer en lutte pour eux-mêmes et pour tous les autres, unanimement confiants dans la force et les répercussions de leur mouvement.

- un des principaux militants de l'O.C.I.-A.J.S. - C.A.O. - travaillent à Nation 6, s'est trouvé mis au pied du mur par l'action même des travailleurs: ce qui est le cas fréquemment dans les grèves de maintenant pour tous les militants d'organisations syndicales ou politiques ou groupusculaires. Sa propagande a conduit les travailleurs de Nation 2 à se penser l'avant-garde d'un nouveau mai et lui-même n'a pas débrayé puisqu'il se serait trouvé seul à le faire à Nation 6.

- les travailleurs de Nation 2 sont écorchés et cela faisait peine de voir leur rancœur à la mesure de leur isolement et de leur déception. Personne ne peut dire quelle sera leur réaction devant d'autres luttes. Ils ne sont sans doute pas prêts de suivre les trotskystes, les syndicats et la croyance dans le caractère d'avant-garde de leur lutte en a pris un coup. Si dur que ça paraisse, c'est mieux comme ça et c'est comme cela que se forme la "conscience de classe". Ils repartent en quel que sorte à zéro: car la lutte de classe continue avec le travail quotidien, et ce travail est toujours le même. C'est lui et tout son cortège d'avant-garde qui fait que la lutte continue avec la forme que les travailleurs placés en face d'eux-mêmes lui donneront eux-mêmes et l'étendue que la communauté de condition les conduira à donner. Après tout, on peut féliciter syndicats et groupuscules pour leur "travail" si les choses en sont là.

X X

X

La grève passée, groupuscules et organisations en parlent mais comme toujours c'est l'histoire de leur propre organisation et non celle du mouvement lui-même.

Dans "Informations Ouvrières" organe de la Fédération des C.A.O. N° 424, du 19 au 26 mars, la grève de Nation 2 est présentée comme "la voie de l'action unie". On y retrouve toute l'orientation vers les appareils syndicaux: le Front Unique Ouvrier, c'est l'union des bureaux syndicaux qui "se cimentera sous le contrôle démocratique des travailleurs". L'action propre des travailleurs n'a pas d'autres fonctions que d'aider les appareils syndicaux ou autres, à s'approcher du pouvoir. Admirons les acrobaties pour ce qui concerne les grévistes de Nation 2:

".. si les travailleurs de Nation 2 veulent continuer la grève, il est nécessaire que les organisations syndicales appellent tous les travailleurs de

"la RATP à les rejoindre.

" Si les travailleurs de Nation 2 décident de reprendre le travail, le combat continue pourtant. Ils doivent mandater leurs organisations syndicales pour organiser dans les 48 heures une assemblée de tout le personnel pour décider des formes de la lutte "...

Ainsi, quoiqu'il arrive, les travailleurs doivent tout attendre des bureaucraties syndicales. En aucune façon, ils ne sont conviés à se déterminer eux-mêmes.

La Cellule Communiste de Nation 2 répond, dans un tract, tout aussi sérieusement, que "les agents de Nation ont démontré ... que la division ouvrière peut être surmontée pour faire place à l'unité", mais que la grève n'avait "aucune chance d'être totale" et qu'elle "aurait été à la merci d'actes incontrôlés". Et tout comme les trotskystes, cela se termine par un appel à "l'union sans exclusive de toutes les forces ouvrières et démocratiques du pays..." c'est-à-dire des syndicats et des partis "ouvriers."

RENAULT

Billancourt.

Après la grève du 11 mars, suivie par moins de 50% des ouvriers, les syndicats se décernent des brevets de bonne conduite pour eux-mêmes et critiquent les positions des autres. Surtout la CGT et la CFDT.

Pour la CFDT (tract du 18/3/69) la grève de 24h a été "largement suivie" parce que "les travailleurs suivent plus facilement une grève de la journée qui bloque totalement la production que des grèves de quelques heures qui lui apparaissent de plus en plus inefficaces pour faire aboutir les revendications générales" (ce n'est pas l'avis des ouvriers qui considèrent maintenant que la grève de 24h leur a coûté jusqu'à 10.000 A.F. pour rien du tout).

Mais l'auto-satisfaction de la CFDT c'est que "les syndicats étaient tous d'accord et que "cet accord s'est fait d'autant plus vite que leurs confédérations nationales étaient d'accord" (tract du 18/3/69). Voilà la grève du 11 mars ramenée sur son véritable terrain: une action des syndicats décidée par en haut avec des buts politiques bien précis.

Le même tract CFDT pleure que le travail n'a pas été fait correctement non seulement par les militants mais par "tous ceux qui ont pris la décision" de grève: "un petit nombre seulement est venu et les groupes d'explications étaient plutôt faibles".

Dans le même tract CFDT, la CGT est accusée de n'avoir pas fait grand chose pour associer les mensuels à la grève du 11 mars:

".. A 7h45, les travailleurs se sont rendus au meeting de l'Ile et les portes se sont dégarnies. Le personnel des bureaux en arrivant n'a trouvé que peu de monde, quelques militants mensuels, pour lui proposer le choix entre la grève de 24h et le travail. Or ce personnel subit une pression du milieu et de la hiérarchie beaucoup plus grande que le personnel des ateliers. Si dans les ateliers c'est celui qui ne fait pas la grève qui est remarqué, dans les bureaux c'est celui qui la fait qui est repéré. De plus, le personnel des ateliers doit savoir que l'appel à la grève de 24h n'a été lancé pour les mensuels que par la CFDT et FO.

Le syndicat CGT des mensuels ne demandait par tract que la participation au meeting de l'Ile car il existe chez Renault deux syndicats CGT, un pour les horaires et A.P.R. et un autre pour les mensuels, deux syndicats qui peuvent prendre des positions différentes.

C'est ainsi que les mensuels n'ont pas été appelés en commun à la grève de 24h. Cette position de faiblesse est déroutante, donne un prétexte supplémentaire au personnel mensuel hésitant- elle va en sens contraire de l'unité- elle expose davantage à la répression tous les mensuels qui ont débrayé "...

En réalité, par delà ces considérations de tactiques syndicales, on trouve la constatation que " ces discussions nationales sont assez mal suivies par les travailleurs" et la justification du fonctionnement du syndicat dans la société capitaliste moderne: " c'est à l'occasion d'un accord national qu'il est possible d'améliorer les conditions de vie de l'ensemble du monde du travail et en particulier de ceux qui n'ont que de faibles moyens de défense, les ouvriers des petites boîtes les vieux, les immigrés, les handicapés, etc.." C'est-à-dire, en termes plus clairs, aplanir les injustices les plus criardes du capitalisme de manière à ce qu'il tourne rond.

Ces considérations de la CFDT sont intéressantes. Elles permettent de mieux comprendre ce qu'est son "gauchisme": un degré plus haut que la CGT dans l'action - 24h au lieu d'une heure, mais les mêmes décisions sur les revendications ou l'action prises par en haut avec une pseudo-démocratie.

L'espèce d'amertume qui transparait derrière la constatation que les travailleurs syndiqués n'ont pas fait leur "travail", qu'ils se désintéressent des négociations entre bureaucraties syndicales, patronales ou gouvernementales correspond au développement d'une situation qui, de plus en plus, confine le syndicat, quelque soit son "activisme" à une fonction " d'administrateur" du capitalisme. L'autre terme de cette situation, c'est l'apparition des grèves sauvages dans lesquelles les travailleurs règlent par eux-mêmes ce que les syndicats ne peuvent plus régler du fait de cette évolution.

Si la CFDT peut encore, avec sa surenchère de minoritaire, son langage "moderniste", faire quelque illusion, la CGT entend assumer pleinement ce rôle de dirigeant dans l'économie capitaliste: sa relation étroite avec le P.C. et son idéologie capitaliste d'état, le rôle déterminant qu'elle a joué en mai pour le sauvetage du gaullisme, la tendance politique la plus proche de cette forme de capitalisme, lui font trouver les termes les plus justes pour définir la fonction dont nous parlons ci-dessus.

" Pendant la grande grève de mai-juin, la CGT a pris toutes les responsabilités et les initiatives correspondant à une juste appréciation du rapport des forces en présence, et de la réalité politique du moment.

" Dans toutes les usines, bureaux, chantiers, etc.. la CGT a organisé rapidement l'occupation des locaux en préservant l'outil de travail, en assurant le ravitaillement et les éléments essentiels à l'activité normale de la vie.

"... la CGT a su expliquer et prendre toutes ses responsabilités pour conduire le mouvement victorieusement, tout en évitant l'aventure "....

(tract CGT- mars 1969).

Dans un autre tract diffusé après le II mars, la CGT titre :

" Imposons partout la discussion" et développe "l'exigence d'une négociation véritable pour solutionner les problèmes actuels ".. et pose des questions commençant par: " est-ce comploter contre la République que de ... Est-ce conjurer contre la patrie que d'exiger ..." La direction Renault est accusée de "maintenir une attitude négative "...

C'est dans cette même perspective que les trois syndicats CGT, CFDT, FO le 24 mars distribuent un tract intitulé : "Halte à la répression" et le 25 mars la CGT interroge "Pourquoi" au sujet de sanctions frappant deux ouvriers du département 57 à la suite d'un incident avec un cadre le II mars, l'un de 3 jours de mise à pied, l'autre de licenciement. Les trois syndicats déclarent : " Ce qui se passe au 57 est guidé par les mêmes motifs que l'affaire du Mans " (tract du 24 mars). La différence est pourtant énorme, même pour les syndicats eux-mêmes. Peu de bruit autour de ce qu'ils appellent " l'affaire du Mans" et qui était effectivement l'affaire des ouvriers de tout un département. Beaucoup de bruit autour de la grève du II mars et de ces deux ouvriers sanctionnés et qui était l'affaire des syndicats. On retrouvera ainsi beaucoup de grèves de nature très différentes que les syndicats présenteront

comme étant "leurs" grèves. Mais les différences mêmes de leur comportement suivant les mouvements permettent de saisir maintenant quelle est la part de l'action autonome des travailleurs et quelle est la part des syndicats.

Peu importe finalement les options politiques de tel ou tel syndicat. Ces options permettent d'expliquer les variations dans l'utilisation tactique du "mécontentement des travailleurs". Ce qui est essentiel c'est que les travailleurs ne sont qu'une "masse de manoeuvre" (d'où les désillusions de la CFDT qui pense qu'elle manoeuvre "bien", alors que la CGT manoeuvre "mal") et la finalité qui est la participation aux décisions de gestion de l'appareil capitaliste d'état et d'entreprise. Dans cette voie, la CGT et le PC, bien plus engagés politiquement que la CFDT, se posent comme une relève immédiate du pouvoir sinon comme des interlocuteurs "responsables" (ce mot revient souvent dans les papiers CGT depuis mai). La CFDT le voit plus comme une modernisation technocratique de l'appareil de gestion capitaliste, retrouvant là les thèmes les plus "modernistes" des grands technocrates: dans la mesure où les "vieilles structures" résistent, la CFDT peut ainsi se parer de vertus révolutionnaires.

CHAUSSON

Asnières.

L'usine ne produit pas son courant comme à Billancourt. C'est aussi la situation de beaucoup d'usines: la grève de l'E.D.F. (où la CGT tient les leviers de commande) permet ainsi, comme autrefois de faire une journée de grève plus ou moins bidon, et de triompher ensuite à peu de frais.

La direction de l'usine, habituellement dans ce type de grève prévue à l'avance, convoquait les mensuels et mettait à pied les horaires, ceux-ci récupéraient plus ou moins, un samedi ou un autre.

Cette fois-ci tout le monde pouvait venir: la grève a été assez bien suivie chez les horaires mais peu chez les mensuels (dans un bureau de dessin I seul sur 6 était dehors). Passée la grève, personne n'en parle.

Renouvellement des accords d'entreprise (conditions générales de travail, retraite, etc..) 2 réunions: la direction annonce des changements dont une augmentation générale de salaires, mais sans en indiquer immédiatement le montant (normal, il ne faut pas avoir l'air de céder). I. 50% à valoir sur les augmentations générales, nouvelle ventilation des congés d'ancienneté, suppression de l'absence autorisée de 2 mois tous les deux ans (dont I mois de congés payés) pour les nord-africains. Cette mesure est rapportée après une deuxième réunion. Il est certain que la production est gênée dans les ateliers où il y a jusqu'à 50% de nord-africains. En juillet, 15 à 20% des effectifs peuvent ainsi être absents et c'est le bordel dans la fabrication. La tentative de la direction a été prise sous la pression de la maîtrise d'atelier pour laquelle compte avant tout la "production". Une mesure semblable a été prise chez Renault où le mois supplémentaire autrefois de droit est accordé maintenant à la tête.

C'est la petite guéguerre. Les comptes-rendus de ces réunions dans les ateliers se déroulent dans l'indifférence. Aucun remue ménage à l'annonce des I. 50% les délégués sont écoutés comme un camelot qui fait son baratin.

Les débrayages dans un bureau de dessin (qui durent depuis deux mois) s'essoufflent sans aucun résultat (ils demandaient un planning d'augmentations individuelles). Cela n'encourage guère d'autres mouvements.

Dans les ateliers, toujours autant de travail: la direction annonce 50h au lieu de 47h30 pour le mois prochain. Quelle sera la réaction?

IMPRIMERIE

Labour, Petite boîte - Paris.

Après mai, et les déceptions sur la CGT, des jeunes tentent d'installer une section CFDT: c'est la bagarre CGT-CFDT. Un jeune notamment, passé à la CFDT est très actif et cherche à la faveur du remplacement d'un délégué qui a quitté la boîte à piquer des adhérents à la CGT. Les vieux CGT ont le réflexe de "défendre la CGT".

Les réunions autour du 11 mars sont quelque peu marquées par ces rivalités dont la direction a essayé de profiter en encourageant la CFDT - ce dont elle déchantait vite devant la surenchère gauchiste. En marge de ces grandes manoeuvres pour défendre une "crémérie" plutôt qu'une autre, il y a une prise de conscience effective: par exemple une intervention pour faire payer par le patron un gosse embauché sans contrat, avec menace de grève, ce qui donne un résultat immédiat.

IMPRIMERIE

autre petite boîte spécialisée - Paris

3 jours avant la grève, les patrons consultent individuellement pour fixer leur décision: pas d'électricité, pas de gaz, on va fermer la boîte, et après, récupération deux heures par jour. Ils sont aussi pour la grève, puisque anti-gaullistes car dans ce secteur il y a toujours du courant, malgré les coupures. Une affiche apparaît annonçant la fermeture et la récupération mais en heures non majorées. C'est alors l'unanimité pour refuser la récupération sans majoration (53% dans le livre). Le patron retire son affiche.

JEUMONT-SCHNEIDER

St Denis- électro-mécanique

Le 11 mars c'est la même chose que chez Renault ou Chausson dans une ambiance difficile à saisir. Même méfiance contre les syndicats dont l'agitation est considérée d'un oeil de spectateur.

Pas d'assemblée avant la grève bien que la CFDT en ait proposé une. La direction affiche "fermeture et récupération le samedi de 7h à 13h". Plus de 50% récupèrent.

Le vendredi, la CFDT appelle par tract à ne pas récupérer, tract qui se termine par: "syndiquez-vous au syndicat de votre choix". Mêmes thèmes que les tracts CFDT Renault: "il s'agit d'un engagement personnel pour soutenir des revendications collectives... une protestation générale sur le plan national... pour donner plus de force à vos organisations syndicales (majuscules dans le tract) et pour être des hommes libres engagez-vous dans le combat..."

Le samedi matin, autre tract CFDT ironique à l'égard des ouvriers qui récupèrent sur le mode de la mise en boîte (on peut épiloguer sur la contrainte ainsi exercée sur les ouvriers pour les amener à soutenir l'action syndicale).

La CGT répond le midi même: pas de solidarité avec la CFDT. Autre tract virulent le 21 mars; elle y explique son refus d'appeler à la non récupération par son souci de ne pas "diviser les travailleurs". On y dénonce la "théorie des minorités agissantes" (!) pour "entraîner les travailleurs dans des luttes sans issue", etc.. le tout avec des explications contradictoires et des allusions théoriques qui doivent passer par-dessus la tête de tout le monde. Tout cela amuse plus les ouvriers que ça ne les intéresse vraiment.

METALLURGIE

Ferdinand Durand - petite boîte d'outillage - Paris.

Réunion avant la grève du 11: la majorité est contre la grève et contre la récupération. Fermeture le 11. Puis les délégués sont convoqués à la direction pour qu'ils persuadent les ouvriers de venir travailler le samedi 15 mars. Comme ils rechignent quelque peu à jouer le rôle parfait de courroie de transmission et que des discussions ont lieu dans l'usine plutôt contre la récupération, le patron envoie le jeudi 13 une lettre à chaque ouvrier, lettre qui est un modèle du genre et que chacun trouve dans sa boîte le vendredi 14:

"Monsieur,

Appelé depuis 15 mois à diriger notre maison, j'ai toujours tenu à entretenir avec les personnels de l'Atelier les rapports les plus étroits. Je vous considère tous comme des amis. A ce titre j'ai essayé dans la mesure de mes moyens de rattraper le retard pris par l'ancienne Direction dans le domaine social et à ne

" jamais négliger l'aspect humain des problèmes. Je vous rappelle entre autres:

- les colis de Noël
- la distribution des bleus
- les envois périodiques d'enfants du personnel en vacances
- la promotion des ouvriers les plus méritants en mensuels productifs
- l'effort entrepris pour la promotion des ouvriers
- la création d'un comité d'hygiène et de sécurité pour l'amélioration des conditions de travail.

Dans la même période, nous avons réussi, ensemble, par une espèce d'entente mutuelle, à passer deux caps difficiles:

- celui de l'augmentation de la productivité, qui était nécessaire pour rendre Ferdinand Durand compétitif. Cette augmentation de 10% n'était possible qu'à condition de trouver de nouveaux débouchés, ce que j'ai fait parce que je vous l'avais promis, et sous réserve d'un accroissement de votre travail ce que vous avez fait, parce que vous me l'aviez promis.
- celui des mois de mai et juin 1968 où nous avons évité de perdre, comme presque tous, moi trente jours de production, et vous trente jours de salaire, parce que l'entente mutuelle nous avait permis de passer ensemble un quasi-contrat.

Aujourd'hui, de nouvelles difficultés se présentent; le risque d'un manque de courant et aussi le désir de respecter les opinions de chacun m'ont amené à fermer l'usine le mardi 11 mars dernier et à vous demander comme un service de travailler le samedi 15 mars aux heures habituelles. De cette manière, l'honneur de tous était sauf.

Or, j'apprends par des chemins détournés qu'une sourde campagne est menée par certains en vue de vous entraîner à ne pas venir travailler ce samedi.

Je tiens à vous signaler que nous sommes très en retard sur notre planning de production et que de ce fait nous mécontentons de nombreux clients. Une journée de retard supplémentaire ne ferait qu'aggraver les choses.

Votre absence éventuelle Samedi marquerait donc pour moi votre désintéressement total des problèmes de la Maison.

Elle m'obligerait à reconsidérer mon attitude dans les discussions sociales. En effet, devant les décisions gouvernementales ou les accords de branches, j'avais promis de prendre une décision de moi-même lundi 17 février. Une hostilité de principe ne s'expliquerait donc absolument pas, sinon par le désir de certains de se donner l'illusion de me voir céder sous la menace. Je pense que vous me connaissez assez pour savoir que ceci n'est pas dans mon caractère.

Je n'aime que les discussions d'homme à homme, pas les combats avec des ombres.

Veillez agréer, Monsieur, ... "

(c'est nous qui soulignons).

Le samedi 15, tout le monde est là, sauf IO, tous les délégués, sauf un. Le lundi, tout le monde est augmenté, sauf les IO (ce n'est pas la seule boîte où on pratique les primes anti-grèves).

RENNES

Je ne puis vous fournir que des renseignements sommaires sur cette journée de grève à Rennes. D'ailleurs je n'ai assisté qu'au meeting et à la manifestation qui ont eu lieu ce matin et je ne connais rien quant au reste de la journée.

I) le meeting: Ont parlé les représentants de FEN - FO - CFDT - CGT

Thème général: échec du rendez-vous de mars, trahison de Tilsitt.

A noter que la CGT se montrait totalement "révisionniste".

(d'ailleurs la manifestation était organisée par le PCF et devait se dérouler "dans l'ordre et la dignité"), l'action de la CFDT se tient sur la base de la négociation. A noter également l'allégorie utilisée par le délégué FO pour définir la participation: " on peut dire que les légumes et le boeuf participent à faire un pot au feu, que par conséquent le boeuf participe à la nutrition de l'homme et que de ce fait il participe à la continuation de l'espèce ". J'ai oublié la conclusion assez frappante mais c'était en substance ceci: dans la participation, il y en a toujours un qui est mangé par l'autre.

2) la manifestation:

y participaient: CGT-PTT, SUMA, OBERTHUR, Centre hospitalier, FEN, Citroën, EDF-GDF, plus UNEF renouveau (camouflage du PC), les CAL.

En conclusion, tout s'est passé comme prévu dans l'ordre et la dignité.

En fait, lorsqu'au meeting les syndicats ont organisé la manifestation il était implicite qu'ils ne souhaitaient pas la participation des étudiants.

ASSURANCES GENERALES de FRANCE

Paris. (Richelieu)

(pour saisir certaines références de ce texte, on pourra se reporter au texte "élections aux AGF paru dans le bulletin de mars 69- N° 79- pages 7 à 12).

Le lundi 10 mars à l'embauche, le Comité de Liaison des AGF (y compris maintenant les membres de la "liste libre" non liés à Lutte Ouvrière) distribue un bulletin dont l'article principal fait ressortir les implications politiques et tactiques de la grève du 11 mars pour les syndicats.

Lutte Ouvrière diffuse un tract appelant à la grève avec les mêmes arguments que les syndicats. Rien de ceux-ci, sinon une affiche placardée aux entrées, due semble-t-il à l'initiative CFDT, convoquant les délégués, collecteurs, responsables syndicaux de services, y compris ceux de la "liste libre" à une réunion à 10h pour décider de la journée du 11 mars.

A cette réunion, il y a près de 100 employés, syndiqués ou non, très peu de cadres. C'est un dirigeant CFDT qui a pratiquement la direction des opérations. D'emblée, il annonce la mise: les présents sont un "échantillonnage suffisant" des services, même si ça ne correspond pas à une représentation réelle: on s'accommode facilement avec la démocratie; il s'agit d'examiner les modalités de l'action, décidée par les syndicats. Si une telle réunion, impensable autrefois, paraît constituer un "progrès" elle n'en est pas moins l'opposé d'une action autonome puisqu'elle n'est qu'une sorte de "bureau syndical élargi" et qu'on ne lui assigne, comme à tout bureau syndical, que la mission mineure de définir les modalités de détail d'une action décidée en dehors sur des objectifs des syndicats.

Les responsables de chaque syndicat, FO, CGT, CFDT, qui prennent tour à tour la parole, ne font que répéter leurs mots d'ordre de leurs syndicats respectifs. La CFDT veut occuper la boîte, installer des piquets, aller à la manif, ouvrir des groupes de discussion, prolonger l'action au-delà du 11 mars. FO est pour la grève et les piquets, mais pas avec la manif. La CGT est pour l'occupation, mais à condition qu'elle se fasse à la porte, à la rigueur dans la cour ou dans les couloirs, et n'entraîne pas d'incidents, elle est aussi pour la démocratie: il faut consulter les employés. La CFDT est contre la grève et tout le reste. Les mêmes responsables palabrent alors sur une ou plusieurs assemblées où on consultera à mains levées: finalement, elle sera unique, dans la cour Richelieu, l'après-midi. Le membre de Lutte Ouvrière apporte l'eau au moulin des syndicats.

Tous se retrouvent pour affirmer que, quelque soit le résultat de la consultation, ils maintiendront leur ordre de grève et feront la grève puisqu'il s'agit d'une grève nationale.

Un membre du comité de liaison reprend les arguments du tract du matin. Il n'y a pas de débats, seulement des discussions parfois violentes entre dirigeants à l'usage des membres syndicaux actifs venus écouter la bonne parole.

Dans la cour, l'après-midi, il y a peu de monde: 500 employés peut-être sur les 2500 des bureaux touchés par le "mot d'ordre". La même cérémonie recommence: un représentant de chaque syndicat débite son monologue ennuyeux. Puis le responsable CFDT appelle devant le micro par son nom et par son étiquette le "responsable" de Lutte Ouvrière qui s'empresse de monter à la tribune pour lancer l'appel à la grève des syndicats en réponse au "défi" du gouvernement.

Puis la parole est donnée à ceux qui sont dans la cour. Un membre du comité de liaison sème l'arfolement parmi les responsables syndicaux en racontant la cérémonie du matin et comment ils ont déclaré qu'ils feraient grève quand même, après avoir fait voter les employés, mêmes s'ils étaient en majorité contre. Il parle aussi des revendications, de tout ce qui a été mis au rancart depuis mai, de la hiérarchie citant les salaires des dirigeants de l'entreprise, de l'âge de la retraite, des conditions de travail, notamment du rendement dans différents services.

Les responsables syndicaux bafouillent quelques invectives et explications vaseuses, et font voter à mains levées pour la grève: une majorité des présents bien sûr, mais une minorité des employés (à peine 20%).

Le mardi II, plus de la moitié des employés travaillent. Un piquet de grève famélique à la porte, une escouade de responsables syndicaux parcourt les couloirs dans la journée demandant des "explications" à ceux qu'ils peuvent coincer hors des bureaux.

Comme il est difficile de faire la différence entre les grévistes et ceux qui ne sont pas venus en prenant prétexte - vrai ou faux - de la grève des transports, comme une majorité de cadres se refuse à faire les recensements et pointages, la direction fait passer huit jours après une circulaire invitant les non grévistes non présents le II à se déclarer pour récupérer 7h., sous des formes variables par service. Tous les autres seront considérés comme grévistes avec retenue sur les salaires. C'est la première fois que la direction procède ainsi. Aucune réaction des syndicats ou des employés.

Le 12 mars, il n'y a aucune suite à la grève. Mais le 13, une nouvelle affiche - toujours semble-t-il initiative CFDT - invite à nouveau tous les responsables collecteurs, etc.. à se réunir. L'objet de la réunion était de préparer une nouvelle consultation des employés des Assurances Générales de France sur leurs revendications pendant que parallèlement les centrales syndicales poursuivaient des discussions de salaires avec la F.F.S.A. (syndicat patronal).

Les responsables syndicaux FO- CFDT- et CFTC pensaient ainsi répondre à la critique faite par le comité de liaison de tout décider hors des employés et de ne jamais les consulter. Ouvertement ils déclaraient mettre ainsi les dénigreur au pied du mur; c'était bien pour eux une opération tactique: récupérer des "gauchistes" et contrer la CGT pour accroître à ses dépens leur influence respective. Mais c'est surtout la CFDT qui faisait le plus de battage. Aussi bien dans les réunions de "militants" que dans ses tracts, elle emploie le langage "dur": consultation, commando sur la fédération patronale, diminution de la hiérarchie des salaires.

Cela suffit pour entretenir dans le cercle des "militants" une agitation bien superficielle. C'est la CGT qui en fait les frais: elle se croit obligée de défendre la hiérarchie, de faire comparaître un jeune délégué qui avait eu l'audace de déclarer que l'avis de ceux qui l'avaient élu comptait autant que celui du syndicat de sortir un tract "Non à l'aventure" dénonçant la consultation des employés sur leurs revendications. Les autres font des coquetteries pour finir par admettre du bout des lèvres ce qu'ils désavouaient en réalité.

Tout cela se déroule en vase clos, dans l'indifférence générale: une nouvelle assemblée des employés du siège Richelieu (2000 employés) pour rendre compte des propositions de la Fédération patronale (2% en avril et 2% en octobre) groupe encore moins de monde que le lundi 10 (3 à 400). Finalement, le 27 mars, sans la CGT

les autres syndicats et la liste libre, sortent le tract-consultation (alors que tous les syndicats ont déposé sans en parler depuis un mois, des revendications de salaires à la Fédération patronale).

Un préambule d'une page dans lequel les syndicats reconnaissent leurs "réelles difficultés à déterminer un programme revendicatif commun", que leurs divergences "ne font que lasser le Personnel" (sic), et le "désintéressement relatif d'une partie encore trop importante des salariés aux problèmes généraux". " Nous ne pouvons demeurer dans l'expectative". Ce qui signifie : nous ne pouvons rester inutiles et sans troupes. Le but de l'opération est de "dégager une plate-forme revendicative débouchant sur l'action". En pratique dans les services, aucun des syndicats ne paraît prendre sérieusement à tâche de faire remplir le formulaire distribué à chacun. La réponse est éloquente: 200 réponses sur 2500 employés - 8% - Ce n'est pas l'opposition ouverte de la CGT qui est en cause de ce résultat. Elle est minoritaire et déconsidérée. Pas plus non plus l'opposition latente des autres syndicats plus pressés de démontrer l'échec d'une consultation à laquelle ils se trouvent contraints par la nécessité.

C'est l'expression d'une indifférence à ce que proposent les syndicats d'un refus de passer par leur intermédiaire. Grosse déception et propos amers chez les activistes syndicaux ou autres. Des travailleurs qui refusent d'entrer dans les schémas qu'on leur propose: c'est la leçon de la grève du II mars et des suites que certaines organisations voulaient lui donner à tout prix. La cassure est bien précise entre les organisations et leurs militants et la quasi-totalité des employés. Conséquence de la dimension de l'entreprise et du rôle qu'y jouent obligatoirement les responsables syndicaux, conséquence de mai puisque c'est à ce moment que ce rôle est apparu clairement à tous. Les tentatives présentes pour l'effacer ne servent au contraire qu'à le rendre plus apparent.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

d'un camarade de la région parisienne

Voici l'image de mon école dans la grève du II/3/69- Ecole de Garçons Choisy-Le-Roi.

16 classes soit 8 instituteurs, 8 institutrices, 1 directeur.
effectif normal: 470 enfants (6 à 14 ans).

Le 8/3/ le délégué SNI de l'école (également stalinien) propose une réunion dans l'école pour le 10 à 16h45. Le 10 mars j'essaie de connaître la position de chacun concernant la grève et la participation à cette réunion. Voici ce que ça donne:

A- (SNI): je ne sais pas mais je crois que j'é ferai grève. Mais je n'irai pas à la réunion à 16h45, car je ne veux pas perdre une leçon particulière (12 frs).

B- (SNI): je reste chez moi pour me soigner (grippe). Je ne reste pas ce soir puisque je suis gréviste (il a aussi des leçons particulières tous les soirs)

C- (SNI): je l'ai toujours faite et puis j'ai 14 étages à monter (en réalité, informé de ma position, ce collègue n'a pas fait grève).

D- (SNI): classe de neige: ?

E- : je reste pour me soigner mais je regrette de perdre une journée de salaire.

F- : je ne sais pas.

G- : je viens

H- : j'ai envie de la faire par principe. Je ne peux pas rester ce soir, j'ai mes gosses.

I- (SNI): (remplaçant) moralement je la fais, mais je tiens à une journée de salaire.

J- (SNI): (stalinien) la question ne se pose pas.

K- (SNI): je crois que je ne viens pas

L- : je viens

M- (SNI) : je viens
N- : je viens. Pour la réunion de ce soir, je connais la chanson
O- : (suppléante), est restée cloîtrée dans sa classe
moi- : je viens, je suis contre les grèves limitées, je suis pour une grève générale active avec occupation, d'autre part la plate-forme de revendication est irréaliste. Je suis opposé aux augmentations de salaires. Ce qui m'intéresse c'est la diminution des prix.

Le directeur fait passer un carton où chacun est prié (obligé) de lui communiquer son intention.

Le 11/3/, 8 collègues et moi-même sommes présents, et le directeur pour 100 enfants.

La réunion prévue le 10 à 16h45 n'a pas eu lieu (je voulais y aller) sans que nous sachions pourquoi. Le lendemain, chacun s'est retrouvé comme après un jeudi et il n'a pas été question de cette journée...

oooooooooooo

LETRE des personnes âgées du Groupe "Compagnie des Compteurs" (usine de Montrouge, 6000 salariés) - Compagnie Européenne de Régulation (filiale 200 salariés).

"Nous sommes des travailleurs âgés de plus de 55 ans, nous avons commencé à travailler dès l'âge de 13 ans, quelques-uns à 12 ans. Certains d'entre nous ont un demi-siècle de travail en usine et on parle de nous licencier pour nous diriger sur les bureaux de chômage pour nous faire inscrire comme demandeurs d'emploi, en attendant 65 ans pour toucher notre retraite. On prévoit sans aucune garantie de nous verser une pré-retraite composée de l'indemnité de l'Etat, de la caisse chômage, de l'ASSEDIC et d'une allocation de notre employeur. Un tel acte est un scandale dans une société que les économistes considèrent comme une société d'opulence et de consommation.

" Nous refusons catégoriquement cette pré-retraite sans aucune garantie. Nous refusons d'être des chômeurs, alors que nous avons derrière nous au minimum 40 années de travail et que nous avons contribué à la richesse du pays. Nous refusons car nous avons des droits, travailleurs nous avons cotisé depuis 1930 pour avoir une retraite à 60 ans, les 9/16 des cotisations ouvrières et patronales vont à la caisse vieillesse. Actuellement, nous avons 38 années de versement pour notre retraite et l'âge de cette retraite n'est pas à 65 ans mais à 60 ans. En effet, en 1946 les gouvernants nous ont escroqué la moitié de la retraite. Les assurances sociales nous garantissaient à 60 ans avec 30 ans de versement une retraite de 40%. La S.S. à 60 ans avec 30 ans de versement que 20%. Les salariés sont donc obligés de travailler 5 ans de plus pour avoir le même taux de retraite. Beaucoup de travailleurs ne touchent pas leur retraite à 65 ans pour la simple raison qu'à 65 ans ils sont déjà partis pour un voyage sans retour. Les espérances de vie à la naissance ne sont pas identiques pour tous, un cadre a des chances d'atteindre 72 ans un ouvrier 63 ans et le manoeuvre 60 ans. Dans le "Journal du Métro" organe de la Mutuelle de la RATP, numéro du 1er trimestre 68, voici les âges de décès des retraités: de 55 à 59 ans: 7 - de 60 à 64 ans: 24- de 65 à 69 ans: 34- de 70 à 74 ans: 11- au-dessus de 75 ans: 6- Les dirigeants de la société économique dans laquelle nous vivons ont toujours considéré les travailleurs comme du matériel. Aujourd'hui nous refusons d'être du matériel humain, nous sommes des hommes et non des machines, nous sommes des citoyens la démocratie politique ne nous suffit pas, nous voulons une démocratie socialiste où les droits des travailleurs seront reconnus. Nous refusons une société incapable de créer des emplois pour les jeunes et qui est incapable de verser une retraite qui a été économisée, épargnée toute une vie. Si, pendant toute une vie, nous avons accepté de verser une partie de notre salaire sous forme de cotisations à des organismes de prévoyance, c'était essentiellement pour ne pas être des mendiants, des indigents à la charge d'un bureau de bienfaisance, d'une mairie, ou à celle de nos enfants. Cette société basée sur le profit est remplie de paradoxes, les grands-parents travaillent après 60 ans, versent à une caisse de chômage et leurs petits-enfants sans emplois touchent sous forme d'indemnités de chômage, les cotisations de leurs grands-pères et de leurs grands-mères....

organisations et mouvement ouvrier

Cet article constitue en quelque sorte la suite de deux articles du N° 79, l'un sur les Assurances Générales de France (page 7) qui retraçait les problèmes concrets de liaisons et d'organisation qu'affrontaient les travailleurs dans une entreprise, l'autre (page 14) qui essayait une synthèse critique des grèves qui se déroulent actuellement en France. Le présent texte reprenant des éléments figurant dans l'un et l'autre texte essaie de répondre à la question que se posent nombre de camarades d'entreprises: " que faire dans une entreprise? "

A travers ce qui peut paraître constituer les problèmes particuliers des employés du groupe des Assurances Générales de France, se trouve posée en réalité la situation générale qu'affrontent les travailleurs de beaucoup d'entreprises et spécialement des grandes entreprises. Les techniques de production se modifient rapidement et profondément:

- concentration, d'où unités de production plus grandes et plus grande distance entre le niveau de décision des dirigeants et les exécutants.
- automation, d'où bouleversement des habitudes de travail et des qualifications.
- rationalisation poussée du travail à la fois par la recombinaison des tâches et la mise en oeuvre de matériel nouveau.

Cette transformation des techniques de production si elle ne modifie en aucune façon le trait fondamental du système capitaliste (l'exploitation du travail salarié), modifie par contre profondément les rapports de production; tout l'appareil répressif qui happe le travailleur dès son premier pas dans l'entreprise se trouve par conséquent transformé, aussi bien dans ses règles (conditions de travail et de salaire) que dans ses agents (dirigeants, cadres, syndicats).

La "révolte de mai" exprimait, pour toute une catégorie de contestataires qui se trouvaient dans les entreprises à l'avant-garde du mouvement (militants syndicaux ou groupusculaires, éléments jeunes actifs, cadres "dans le mouvement") la défense d'intérêts différents de ceux des travailleurs de base: on doit se poser la question si, à travers la grève on n'assistait pas à la genèse d'une nouvelle classe prenant conscience de son rôle, de ses possibilités d'action. On doit d'ailleurs poser la même question relativement au mouvement étudiant qui fut l'amorce du mouvement dans les entreprises.

L'échec de la tentative de constituer une organisation de base permanente d'entreprise sous forme d'un conseil de délégués de service (voir ICO N° 79- mars 69, p. 7) montre bien qu'il ne peut exister d'organismes de lutte permanents: s'ils se constituent au cours d'une grève, ils subsistent tant que dure la grève; s'ils essaient d'y survivre, ils se liquéfient peu à peu avec ce qui avait été l'unité de la lutte; la résurgence des conflits d'intérêts particuliers et des conflits idéologiques (qui les masquent et les expriment à la fois) ne sont que la conséquence du "retour à la normale" et du rétablissement des rapports de force habituels. Mais la tentative elle-même a un sens: elle s'inscrit dans le mouvement -à ses débuts- qui pousse les travailleurs à "faire leurs affaires eux-mêmes". Ce mouvement est lui-même le produit de l'évolution de la société d'exploitation qui ne donne pas d'autres issues aux exploités. Si malgré tout, une organisation de base se constitue, soit survivance d'un comité de grève, soit comme dans le cas présent des A.G.F. par l'action individuelle de quelques travailleurs, elle se trouve

devant un choix qui détermine sa fonction dans l'entreprise, indépendamment d'elle, mais parce qu'une "activité" quelconque sur le plan réel est déterminé par les relations et les rapports de force de cette réalité sociale et non par l'idée préalable qu'on se fait de cette activité.

Ce problème est loin d'être théorique: il est au centre même des tentatives des groupes politiques (essentiellement Lutte Ouvrière ou les pro-chinois qui cherchent l'implantation dans les entreprises) ou des comités d'action d'entreprise ou de regroupement moins formels de se constituer en "groupes militants d'entreprises". Dans la mesure où ils se considèrent comme "avant-garde agissante" et où ils essaient de prendre des postes dans l'appareil de gestion (comité d'entreprise, délégation du personnel, etc.) de leur propre chef et non sous le contrôle permanent des travailleurs en lutte, ils tendent à devenir inévitablement une organisation semblable à un syndicat ou à une cellule de parti.

Ils évoluent alors; de par leur place dans l'entreprise et les fonctions qu'ils entendent y assumer vers une solution syndicale de rechange, si elles ne se fondent pas dans de nouvelles structures syndicales incorporant tout ou partie des syndicats traditionnels. Ce n'est pas un hasard si la CFDT peut jouer au "gauchiste" et si la réunification syndicale devient un problème d'actualité.

La petite guerre entre les comités d'action, les groupuscules, la CFDT ou autres "noyaux militants" ne doit pas dissimuler l'essentiel: le choix n'est pas pour les travailleurs entre la meilleure organisation qui s'offre de les "défendre" mais entre leur propre organisation et pas d'organisation du tout si celle-ci ne peut exister. Ce n'est pas là une vision pessimiste: c'est la réalité de la lutte de classe.

Pour remplir le rôle d'auxiliaires de la gestion capitaliste qui est dictée par leur existence même d'intermédiaires entre la direction et les travailleurs au sein de rapports de production capitalistes, les syndicats sont imbattables: les transformations de leur attitude sont la conséquence des transformations des techniques de production et des structures de l'entreprise capitaliste. Dans la mesure où ces syndicats préexistent, leurs structures sont inadaptées à ces transformations et un frein à l'évolution même du capitalisme et à la modification de leur fonction.

L'activité en marge des syndicats- si elle n'est pas l'activité des travailleurs eux-mêmes mais celle d'une "avant-garde"-alors même qu'elle apparaît le dépassement du syndicat; contribue alors à faire accoucher de structures d'encadrement de type syndical, plus "modernes", c'est-à-dire adaptées au capitalisme moderne: nouveau langage, nouvelles revendications, unification syndicale, etc.. sont la perspective de cet "activisme", qu'il prenne comme champ d'action le travail dans les syndicats ou en dehors d'eux. Le problème n'est pas d'être ou de ne pas être dans les syndicats ou les groupuscules mais d'agir pour ou avec les travailleurs. C'est tout le problème de l'avant garde, des minorités agissantes qui se trouve posé au niveau de l'entreprise.

Que peut-on faire alors sur le plan d'une entreprise?

Informar, expliquer, c'est-à-dire en toute circonstance mettre à même les travailleurs de l'entreprise de décider eux-mêmes ce qu'ils feront -ou ne feront pas- s'ils agiront ou non, mettre à leur disposition les moyens matériels dont ils peuvent avoir besoin, les aider par des discussions à prendre conscience des limites ou de la portée de ce qu'ils font. Mais en aucune façon, se substituer à eux, essayer à chaque moment d'entraîner ou de susciter au nom d'une "combativité" qui n'est jamais permanente et n'est qu'un élément de la lutte de classe (peut être même pas le plus important)

La différence avec les positions activistes que nous avons critiquées ci-dessus peut paraître subtile, d'autant plus que par rapport aux travailleurs de l'entreprise et au mouvement ouvrier dans son ensemble, le groupe ou noyau activiste ou non activiste se situe inévitablement "en marge".

Ceci est d'autant plus vrai que les groupes ou noyaux activistes sont contraints, ne serait-ce que pour prendre pied dans une entreprise, d'accomplir ce même travail d'information et d'explication; même avec des arrières pensées, ce travail peut être très réel. D'un autre côté, des noyaux "non activistes" peuvent dans un mouvement

ou par le jeu de circonstances, se trouver à impulser, à être ce que les patrons appellent les "meneurs" simplement parce que les travailleurs de l'entreprise leur font confiance. Et en fin de compte, les travailleurs de l'entreprise gardent toujours la possibilité "d'utiliser" les militants qui s'offrent comme ils utiliseraient une machine à écrire ou une ronéo et de les abandonner s'ils ne leur donnent pas satisfaction. Quant à l'exploitation des luttes par les innombrables groupuscules on ne peut se plaindre de la publicité quelque peu abusive qui leur est faite; il y a assez de silence dans la grande presse et beaucoup de ces groupuscules consacrent assez de colonnes à leur action politique. Il faut faire la part de l'exaltation, de l'exagération, des omissions. Il faut surtout en toute circonstance tenter de voir clair et le dire.

Pris dans ces feux croisés de propagandes syndicales, anti-syndicales, groupusculaires, ou anti-groupusculaires, les travailleurs choisissent. Indéniablement, ces polémiques constituent une ouverture; elles sont à la fois la conséquence d'une modification du rapport de force dans les entreprises et elles provoquent un échange d'informations et des discussions. Mais il ne faut pas leur attribuer un caractère déterminant. La lutte de classe reste la lutte d'intérêt des travailleurs contre tous leurs exploiters: ce n'est pas la propagande d'un groupe ou l'activisme de quelques uns qui en change le contenu ou qui lui donne une forme. C'est précisément en situant à tout moment toutes ces "activités" dans le contexte réel de cette lutte de classe qu'un travail d'informations et d'explications prend un sens très différent de ce que cherchent à faire les "minorités agissantes".

S'il peut y avoir une règle d'or elle peut se résumer simplement:

- ne rien revendiquer pour les travailleurs sans leur accord préalable
- ne pas lancer de mot d'ordre d'action sans leur accord préalable
- ne pas tenter d'agir seul ou en groupe restreint pour des problèmes qui sont ceux d'autres travailleurs.
- faire qu'à chaque moment les travailleurs puissent déterminer eux-mêmes ce qu'ils demandent et ce qu'ils font.

Le mot action, ramené à ce niveau est rempli d'ambiguïté. Bien sûr, se réunir entre camarades d'entreprise, discuter des problèmes de l'entreprise, recueillir des informations, chercher des explications, dénoncer des injustices, décrire la société et tous les appareils de domination, tels qu'ils sont dans leur finalité réelle, et dans ces buts diffuser des tracts et des bulletins, coller des affiches, prendre la parole, tout cela s'est agir. Mais il y a tout un monde entre ceux qui agissent ainsi pour une organisation pour propager un système, quel qu'il soit, et ceux qui le font seulement pour que les travailleurs connaissent leur propre réalité et puissent faire les choix qui les concernent.

Celui pour qui l'action est propagande, recrutement, cherchera à persuader, à entraîner sur une ligne définie à l'avance entre "militants conscients", entre initiés: toutes ses explications, toutes ses actions, la confiance même de ses camarades de travail, leur solidarité, se trouveront rétrécis par l'incompréhension, voire la méfiance. La même distance s'établira peu à peu par des canaux divers comme avec les dirigeants de l'entreprise, cadres et bureaucrates syndicaux. C'est avec eux qu'il se retrouvera à discuter et à régler les problèmes des travailleurs, sans eux. D'autant plus rapidement s'il accepte des postes de délégués et qu'il sera forcé alors de jouer le jeu. L'information elle-même se rétrécira à la fois par le silence imposé par la règle du jeu dans l'entreprise, et par l'expression émasculée du réel à travers l'idéologie fermée du militant.

Celui pour qui l'action individuelle ou collective, est information et explication, et agissante seulement avec tous les travailleurs concernés et seulement lorsqu'ils ont choisi leurs objectifs et moyens, peut éviter tous ces écueils alors même qu'il n'en est pas conscient.

L'information et l'explication se sont trouvées entièrement renouvelées en mai. Ce n'est pas une question de technique, bien que cela puisse paraître comme tel. Cela dépend d'un changement profond de mentalité qui exclut le "professeur qui sait".

le fait lui-même peut, pour ceux qui l'observent et le vivent contenir autant d'information et d'explications qu'un long discours sur un papier. L'entreprise abonde en faits de ce genre (pas provoqués de l'extérieur) qui sont la trame même de l'exploitation capitaliste et qui entraînent des réactions des dirigeants, cadres ou syndicats. Ces réactions donnent une connaissance directe de la réalité. Le cloisonnement de l'entreprise empêche qu'ils soient connus comme tels: les diffuser autrement que par le récit traditionnel et sans l'exaltation d'une propagande qui tend à présenter - et à déformer - toute lutte comme un "modèle révolutionnaire" constitue la redécouverte d'une communication totale entre les travailleurs et l'enrichissement réciproque des expériences individuelles et collectives, communication que l'entreprise détruit par sa répression de chaque instant et dont les hiérarchies se réservaient le monopole. A notre avis, l'utilisation de l'image, d'un vocabulaire nouveau, le "détournement" de la publicité, l'action directe d'une minorité constituent parmi d'autres, autant de manifestations de ce changement de mentalité par rapport aux dirigeants de tout acabit.

Tout ceci correspond, sur le plan de l'entreprise, à un affranchissement des tutelles syndicales et à une action des travailleurs par et pour eux-mêmes. Les grèves "sauvages" qui éclatent ici et là, sont la confirmation de cette transformation du rapport de force exploités-exploiteurs. Mais ces transformations sont elles-mêmes la conséquence des modifications du capitalisme dont nous parlions plus haut. Tout ceci forme un ensemble dont les éléments interfèrent l'un sur l'autre. Nous rejoignons ici une constatation importante faite plus haut: dans la mesure où cette action directe et l'utilisation d'un langage nouveau sort du cadre de ces rapports interdépendants, c'est-à-dire du domaine de la production, elle devient une technique ou une action pour l'action qui peuvent se poursuivre indéfiniment sans autre résultat que l'exacerbation ou la désillusion de ceux qui l'utilisent. La "non-conscience" des travailleurs trouve facilement sa voie et l'imagination de ces expressions nouvelles parce qu'ils sont au centre vital de la société: la production. La "conscience" des "militants" dérive ou tourne en rond vers un activisme identique finalement à celui des organisations traditionnelles. Mais, comme pour ces organisations, leur activité repose obligatoirement sur une situation et touche des travailleurs, elle est un élément, non essentiel mais non négligeable de l'évolution globale de la société vers un monde nouveau, mais d'abord un reflet de cette évolution: si l'on veut "jouer un rôle" dans une société d'exploitation, on finit par être un agent de la transformation de cette même société et non de sa libération, quelqu'intention qu'en ait.

oooooooooooo

étudiants et action

Les informations qui suivent sont celles qui sont parvenues directement à I.C.O. Elles sont disparates, mais elles permettent de situer un peu ce qui se passe actuellement dans les facultés ou dans les comités d'action.

- d'un camarade de Vesoul: (faculté de Besançon)

Un tract de la section philo de la faculté de lettres de Besançon appelant à une "grève des cours contre l'arbitraire de l'administration", à partir du 20 mars, en soutien de deux assistants de philo mutés arbitrairement au centre universitaire de Vincennes, avec ce commentaire: " cela fait une semaine que toute la fac est au courant, mais les sections syndicales n'ont même pas mis une affiche. C'est normal: la section de Besançon du Snesup est aux mains des staliniens. A signaler que dès le 19 les étudiants de 1ère année se sont mis en grève spontanément et demain les "remplaçants" devraient commencer. Il risque d'y avoir du sport ".

- Comitti à Angers :

Un camarade d'Angers nous a envoyé un récit de l'accueil fait par les jeunes d'Angers, à Comitti, ministre de la Jeunesse (sic), venu inaugurer une piscine le dimanche 16 mars. A plusieurs reprises, les cérémonies officielles furent troublées par des interventions aussi heureuses que brèves auxquelles répondit la police avec la brutalité habituelle. Le texte de ce camarade a été publié dans Lutte Ouvrière N° 38 9 avril 69, intégralement, à l'exception toutefois de la dernière phrase : " en multipliant les actions contre la justice bourgeoise, dans son enceinte même, et en démystifiant ainsi cette institution, nous ferons reculer le pouvoir et nous l'empêcherons impunément de faire en toute tranquillité "sa loi", "

- d'un camarade de Toulouse:

un tract des comités d'action étudiants-UNEF (13 mars).

" manifestation anti-fasciste: Renouant avec les traditions de la lutte anti-fasciste des travailleurs de Sud-Aviation qui leur avaient infligé une sévère correction en 1964, les étudiants, à l'appel des Comités d'Action UNEF ont rapidement riposté et énergiquement à cette provocation délibérée. C'est plusieurs centaines d'étudiants qui leur ont donné une première leçon devant la fac de Droit où ils trouvent la protection de la police pour poursuivre leur manifestation.

La manifestation anti-fasciste remonte alors la rue des Lois sur les mots d'ordre: "le fascisme ne passera pas", le "pouvoir aux travailleurs", chantant "L'Internationale", devant l'indifférence et l'inaction des étudiants U.E.C. Une deuxième leçon leur est donnée devant les locaux de la "Dépêche" où les quelques 50 à 100 fascistes trouvent refuge. Une troisième leçon qui fera s'égailler ces étudiants cravatés leur est donnée devant la fac des Lettres.

Tout cela à la barbe de la police malgré son formidable déploiement de forces qui n'aura pu empêcher les étudiants révolutionnaires de leur donner une belle volée dont ils se souviendront. "

- d'un camarade de Rennes: un tract du CAL Bréquigny (Rennes).

" après l'échec de la participation, la répression fasciste se met en marche. Nous avons pour cela une manifestation exemplaire. Hier, au lycée Bréquigny où avec l'accord des profs fascistes et gaullistes, et avec la complicité de l'administration, une milice de C.D.R. forte d'une trentaine de "gros bras" de 20 à 50 ans, se présentant comme parents d'élèves est intervenue:

- interdisant l'entrée du lycée aux lycéens
- détruisant les journaux distribués par les CAL
- prenant à parti les professeurs et les brutalisant

Cela est une nouvelle preuve de Fascisation. Partout il y a :

- instauration des milices pour défendre "les libertés démocratiques"
- hypocrisie du pouvoir qui utilise des milices organisées pour réprimer l'action des lycéens.

La participation semblait accorder la liberté d'expression mais elle apparaît sous son vrai jour. "

- d'un camarade de Lyon:

une affiche sur l'incendie du gymnase de Chambéry (voir ICO N° 79-mars 69- p.2): " Comment épargner la vérole au troupeau ",

et un tract reproduisant l'article du Monde du 14/2/69, une déclaration du Général Vanuxem sur "les avantages de l'incorporation à 18 ans seraient évidents".

- Faculté des Sciences de Lille: d'un camarade étudiant.

La grève s'est déclenchée le 1^{er} février en solidarité avec les étudiants exclus de l'université de Paris. Elle a éclaté spontanément sur le campus d'Anap sans l'intervention des groupes politiques et en accord professeurs-étudiants; elle était

illimitée et regroupait la plus grande partie des étudiants: les seuls mots d'ordre étaient contre la répression. Les groupuscules ont tenté d'exploiter cette grève en élargissant les mots d'ordre et l'action: ce fut un échec. La grève resta limitée à cette faculté. Elle dura finalement 15 jours. Elle a empêché pratiquement le déroulement des élections (16% en mathématiques, 33% au total en sciences). Le camarade qui a parlé de cette grève l'expliquait par le fait qu'aucune réforme même sur le plan pédagogique n'avait été mise sur pied à cette faculté. Mais d'autres camarades ont contesté cette explication: d'autres facultés n'ont rien changé du tout et il ne s'y est rien passé. La plupart des faces d'ailleurs n'ont changé les choses que de façon formelle. A noter qu'en mai 68 il ne s'était rien passé dans cette faculté.

- Faculté de Nanterre:

Après les manifestations contre Nixon, c'est une période calme.

Les groupes d'intervention de IO, d'origines politiques diverses, qui avaient été formés pour ces manifestations et s'y étaient montrés efficaces, devaient aussi se maintenir pour des discussions. Mais ils n'ont pu subsister sous cette forme.

- d'Angleterre:

La Révolte des Etudiants à la Recherche de sa Conscience Propre:

(nous reproduisons ici un article extrait de Solidarity, vol. 5, N° 8 qui nous paraît poser quelques problèmes intéressants - Note d'ICO).

Le Festival Révolutionnaire, organisé par des militants libertaires du IO au 12 février 1969, à l'université de l'Essex, a créé une situation unique dans la courte histoire de la révolte des étudiants. Cette unicité provient du refus des autorités universitaires d'engager une quelconque épreuve de force: elles ne firent aucune opposition réelle aux actes des militants. Pas de police, pas d'appariteurs musclés, pas de mises en garde hostiles: rien! L'adversaire demeura invisible, intangible.

L'absence de toute opposition ouverte et directe déconcerta les militants qui se sentirent frustrés. Pour la première fois dans son histoire le mouvement ne pouvait plus affirmer sa personnalité et présenter ses exigences d'une manière purement et seulement négative. Il lui fallait se définir positivement, expliciter ses objectifs. Quelles relations d'autorité voulait-il établir à la place de celles qui existent?

Cette nouvelle situation a été un véritable traumatisme pour quelques militants. L'atmosphère de non-événement, d'espoirs non comblés, empoisonne encore les esprits de ceux qui ne se rendent pas compte que les diverses révoltes des étudiants dans les sociétés modernes et industrialisées font partie d'un processus unifié, entier, qui a ses motivations et sa dynamique propre. A moins de se rendre compte que toutes ces révoltes sont l'image d'un nouveau modèle du comportement humain qui va devenir permanent - lutte pour la domination de sa vie propre (et non parti culièrement des moyens d'existence) - lutte qui annonce un type nouveau de conflits sociaux dans l'histoire - on est condamné à zigzaguer entre l'activisme sans but et la frustration mentale.

Certains militants tentent d'interpréter leurs motivations et leurs buts avec des concepts, des théories et une terminologie établis lors des luttes du passé, mais ils ne font qu'ajouter la confusion à la frustration. Tous les laïus sur "l'activité de producteurs des étudiants", "le système du profit dans l'Université", "les bourses considérées comme salaires", les déclarations du style " nous aussi, comme les ouvriers nous voulons des salaires plus élevés", etc.. etc.. ne réussirent ni à soulever l'enthousiasme, ni à donner une impulsion nouvelle, ni à clarifier quoi que ce soit.

Après une courte période de chasse au spectacle (résultat de la culture dominante de consommation de la marchandise) quelques militants s'essayèrent à matérialiser un adversaire de remplacement. Ils amenèrent une vieille voiture sur le campus et, après avoir rassemblé quelques spectateurs, ils y mirent le feu. Cette destruction symbolique

de la société de consommation (symbolisme de la négation) ne réussit pas à déclencher l'initiative et l'activité souhaitée parmi les participants. Elle symbolisait en fait le besoin pour le mouvement d'un adversaire: la police, les grilles, les doyens et recteurs, les vieilles voitures, etc.. autant de nécessité pour se mettre en route. Pourtant, aussi longtemps que le mouvement restera inconscient de ses buts, il ne peut agir de sa propre initiative; il est condamné à dépendre de l'adversaire pour ses propres actions.

Le premier pas vers une formulation claire du but du mouvement doit être une critique fondamentale de toutes les abstractions mentale qui légitiment les relations d'autorité existantes dans l'esprit de chacun. Des abstractions telles que: "propriété", "profit", "nationalisation", "politique", etc..(qui en fait ne sont que des rationalisations de relations sociales spécifiques) doivent être réexaminées à fond. Les catégories ne doivent pas être plus éternelles que les relations sociales qu'elles rationalisent. Elles sont des produits historiques et transitoires et doivent être considérées comme telles. On ne peut lutter contre les relations d'autorité qui existent aujourd'hui à l'aide d'abstractions qui rationalisent ces relations.

Après une période de flottement, les militants finirent par se retrouver dans un amphithéâtre. En dépit de l'absence de tout ordre du jour préétabli, de président, de conférencier, de sujet, etc.. une discussion s'ouvrit. Par sa simple existence, cette discussion exprimait les motivations et les buts du mouvement. Bien que personne ne l'ait relevé, il était évident que chacun s'opposait à la relation ordinaire conférencier-auditeur, qui est matérialisée par la disposition même des sièges dans les amphis. Les participants ignorèrent et l'architecture et la procédure liées à cette relation. Certains pourraient penser qu'en l'absence de président, l'ordre du jour d'une liste de questions à traiter, de conférenciers, de limitation du temps de parole, etc.. aucune discussion civilisée ne peut avoir lieu. En fait, la discussion se déroula sans à coups, sans interruption et resta tout le temps à un haut niveau. Un autre fait révélateur fut que, bien que divers participants aient proposé toute une liste de sujets à discuter en "groupes de travail" (par exemple la visite de Nixon, le Viet-Nam, la gestion ouvrière, le problème des femmes, etc..) la plupart des participants s'en tinrent à discuter un sujet qu'aucun étudiant n'avait proposé: les motivations et les buts de la révolte des étudiants.

Pendant cette discussion deux conclusions se dégagèrent clairement:

1) la révolte des étudiants n'a pas encore déterminé ses buts positifs, ni les relations entre ces buts et la société dans son ensemble (en particulier avec la classe ouvrière). Elle n'a pas encore saisi le lien entre la mise en question des relations d'autorité dans le système de l'éducation et la mise en question de ces mêmes relations dans d'autres institutions sociales et politiques (par exemple les relations d'autorité dans les syndicats, les partis, etc..).

2) Sans vision claire des buts de la lutte, il ne peut y avoir d'idées claire ni de la stratégie et de la tactique, ni de la structure organisationnelle du mouvement révolutionnaire lui-même. Tout cela dépend directement du but visé.

Trois incidents soulignèrent la signification d'une conscience propre positive (c'est-à-dire de la définition des objectifs):

1) quelques militants étudiants tentèrent de discuter avec des ouvriers du bâtiment travaillant sur le campus. Le dialogue fut sans résultat. La plupart des militants essayèrent d'en appeler au sens de la solidarité des ouvriers mais sur une base purement économique. A l'affirmation "nous luttons pour que vous aussi ayez des salaires plus élevés", les ouvriers répondirent: "merci les copains, mais mon syndicat s'occupe de ma paye. D'ailleurs, vous vivez d'une bourse que je paie avec mes impôts".

2) la plus grande partie des étudiants resta étrangère au Festival. Ils poursuivirent leurs études. Il n'était pas question de s'opposer à cette masse. Le problème est clair: comment gagner ces étudiants au mouvement?

3) un groupe de "rockers" ("blousons noirs" d'origine prolétarienne) venus de la ville voisine, rôdait autour du campus, sympathisant vaguement avec la mise en question de l'autorité par les étudiants. Pourtant aucun étudiant n'entra en contact avec eux. Pour la plupart, leur présence était une véritable incongruité.

Les événements montrent qu'au fond, les mots d'ordre, les arguments les catégories, les abstractions, mises au point pour une révolte prolétarienne s'élevant contre des relations de propriété spécifiquement liées à des conditions de misère économique; ne peuvent servir les buts d'une révolte d'étudiants dirigés contre les relations d'autorité et se déroulant dans des conditions de bien-être relatif. Marx dans Le 18 brumaire de Louis Bonaparte (éditions sociales, page 15) observait que:

" la tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand les hommes semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces périodes de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté ".

Dans le passé une telle mentalité peut avoir donné quelque impulsion à l'action, aujourd'hui, elle menace d'étouffer ce qui est réellement révolutionnaire.

Les participants des débats de l'Essex purent se rendre compte du caractère inadéquat de la théorie révolutionnaire existante qui manque d'outils pour traiter d'une lutte entièrement nouvelle. De même ils se rendirent compte qu'il était nécessaire de créer un nouveau mouvement révolutionnaire dont la structure ne soit pas une simple répétition du schéma de toutes les organisations sociales contemporaines.

Quelques militants se sentirent frustrés par leur expérience de ce Festival. Ce ne fut pas le cas de l'auteur de ces lignes. Tout dépend en effet du cadre théorique dans lequel on place la réalité, pour donner un sens à des événements isolés, à des faits apparemment disconnectés. Une lutte révolutionnaire vivante crée constamment de nouveaux éléments, à la fois dans la réalité sociale et dans le domaine des idées. Elle ne doit pas être bornée à un cadre théorique construit sur des expériences d'un passé ancien. Les révolutionnaires doivent se rendre compte que toute théorie est un outil, une invention de l'esprit humain et que comme tous les outils, elle doit être adaptée à son utilisation et utilisée comme telle. Si une théorie révolutionnaire empêche la lutte révolutionnaire pour une société nouvelle, elle doit être remplacée par une autre dont la valeur sera jugée à sa capacité de propulser les gens dans la bataille. La lutte des étudiants, c'est la lutte pour le contrôle des étudiants et des enseignants sur l'enseignement supérieur. Il n'y a aucune raison pour que le P.D.G. du Financial Times (grand journal anglais spécialisé dans la Bourse et les affaires économiques) dirige la London School of Economics (école d'économie de Londres, qui a été à la pointe des mouvements étudiants en Angleterre) au lieu et place des étudiants et enseignants. Une fois que le but de la lutte sera clairement reconnu comme étant le contrôle de chacun sur sa propre vie sociale, bien d'autres secteurs de la population et plus particulièrement les jeunes ouvriers, s'y joindront. Ce n'est pas par hasard que les "Rockers" ces rebelles de la classe ouvrière contre l'autorité, ont rôdé autour du campus, en ressentant une vague affinité pour ce qui s'y passait. Ce n'est pas par hasard qu'aussi longtemps que les buts de la lutte ne sont exprimés qu'en termes purement économiques ils n'arrivent pas à gagner à celle-ci le soutien actif du reste des étudiants et des ouvriers. Il est indispensable que le but soit clairement défini: " création d'une société basée sur l'autogestion dans toutes les branches de l'activité sociale".

Cette exigence qui correspond aux aspirations les plus profondes de l'homme éveillera un écho -non seulement parmi les autres étudiants- mais dans le reste de la société, dont l'engagement actif est indispensable pour ce qui va venir: la plus profonde des révolutions qui ait jamais eu lieu.

(Foreign Scum) - (Salaud d'Etranger)

ESPAGNE

- lettre de Barcelone- 17/3/69- dans un Grand Magasin:

"... comme employés, nous avons l'habitude de faire des achats tous les jours avec un carnet maison dans l'Entreprise qui nous fait 10% de ristourne.

Cette misérable ristourne est accordée un peu partout ailleurs. Nous avons donc demandé un pourcentage plus élevé. La direction a pris tout son temps (un mois) et finalement a répondu négativement. A la suite, la "grève des achats" a été unanime de notre part et ce mois, les patrons ont eu une perte de 300.000 pesetas. Quant à nous, nous avons l'avantage de toucher notre mois entier.

C'est peu, mais tu vois, comme pour les questions concrètes il y a entente entre nous. Surtout, qu'il y a quelques années, la question fut posée et à l'époque, ce fut un échec".

- lettre de Madrid- 30/3/69 - d'un ouvrier du bâtiment:

".. le travail va assez mal pour plusieurs raisons:

1°) la crise économique

2°) le temps se prête mal et il fait un froid intense

3°) l'annonce du "Convenio" c'est-à-dire de la convention collective du bâtiment, bien qu'elle ne soit pas encore entrée en vigueur.

L'important pour nous, c'est qu'il y ait une ambiance de travail, mais il me semble qu'on ne verra clair seulement qu'après les fêtes de la semaine sainte.

Je suppose que tu es au courant des derniers événements. Explosions à grande échelle au Pays Basque, grèves des Asturies, et manifestations anti-américaines à Madrid. Ces dernières ont été le fait des étudiants qui en réalité, sont les seuls qui s'agitent et font quelque chose, ainsi que le PC, mais toujours avec les mêmes mots d'ordre d'avant 36. En Guinée, il semble que les autorités répressives espagnoles ont pris goût au climat, et elles ont du mal à quitter une fois pour toutes le pays après avoir proclamé l'indépendance".

BELGIQUE

d'un camarade de Bruxelles:

" En Belgique aussi, il y a des grèves sauvages. Trois ont éclaté le même jour, 17 mars.

A Tilleur, près de Liège, 180 ouvriers de Ferblatil ont refusé les propositions syndicales. Après un après-midi de discussions avec les délégués syndicaux, discussions qualifiées de dures par la presse, ils ont quand même repris le travail.

Près de Charleroi, une dispute entre un porion et un ouvrier a provoqué le débrayage de 700 ouvriers au charbonnage. Le lendemain, le mouvement s'étend à tous les ouvriers, les syndicats s'interposent. Un projet de règlement est refusé par les ouvriers le jeudi. Le travail a finalement repris le vendredi 21, le porion ayant remis son préavis de départ. L'ouvrier lui, est déplacé dans un autre charbonnage à proximité.

Au charbonnage de la Bacnure, à Herstal, faubourg de Liège, 1000 ouvriers sont partis en grève pour obtenir l'inclusion dans le calcul d'une prime d'une période de grève de l'an dernier. Les syndicats étaient contre. L'entreprise a cédé moyennant subside gouvernemental et le travail a repris le mardi 25.

La chronique estudiantine est faite en ce moment d'une foule de manifestations au moins une par jour, qui concerne pratiquement tous les établissements toutes les villes, mais sans la moindre velléité de plan d'ensemble.

Les étudiants francophones de l'université catholique de Louvain, chassés pour des raisons linguistiques, demandent des garanties de reclassement en Wallonie. Leur activité préférée est de conspuer le premier ministre qui a le malheur d'habiter la petite ville de Louvain. Les étudiants "ingénieurs-techniciens"

ont peur d'être assimilés plus tard aux "techniciens", ils veulent être "ingénieurs" On peut penser ce qu'on veut de leurs revendications, ou méditer sur leur crainte de prolétarianisation. En tout cas, ils doivent en être à leur centième manifestation.

(d'autres incidents ont des causes plus politiques: manifestations contre l'OTAN le 9 mars, protestation contre la censure à l'Université de Gand, lutte contre le racisme à Bruxelles).

Certaines de ces manifestations sont assez pacifiques, d'autres beaucoup moins; il y a eu de violents heurts à Bruxelles le 9 mars, à Gand le 13, à Liège le 19. La façon dont la presse rend compte est écoeurante; les grèves ont droit à quelques lignes distantes en 10è page; pour les étudiants on en parle, mais on déforme. Quelques blessés légers à Bruxelles le 9 signifie: au moins deux blessés graves. On parle avec délectation de la crise d'hystérie d'une jeune fille, sans préciser qu'elle avait été jetée en bas des escaliers par les flics, etc.. Une très jolie expression: battus à sang coulant..

Pendant ce temps, nos financiers vendent à un trust hollandais un secteur textile de pointe; nos gouvernants mitonnent une nouvelle augmentation des impôts (bien sûr sous des arguments d'améliorations techniques) et s'occupent de plus en plus d'un grand rassemblement des droites sous la direction de l'ancien premier ministre. Futur homme fort? "

I T A L I E

d'un camarade italien.

" avec un groupe de camarades de Milan, je suis en train de préparer une brochure sur la lutte de Pirelli, en cherchant à mettre en évidence tous les aspects positifs de cette lutte, et en l'envisageant d'une manière plus large (historique, théorique) sur les expériences d'autogestion, des luttes ouvrières même, en liant cette lutte aux luttes extérieures à l'usine (grands magasins, techniques du secteur administratif). Pour ce travail, peux-tu m'envoyer, le plus vite possible, les tracts et les journaux (ou d'autres documents) que les camarades qui travaillent dans les comités d'action de grands magasins ou dans des usines utilisant des techniques modernes (de production ou de contrôle) ont en leur possession. (I) Dans les prochains mois, nous sortirons des brochures sur le problème de l'organisation et d'autres, plus générales, sur l'expérience des conseils. Je te donne des renseignements sur la situation italienne.

MILAN: tranquillité relative à Pirelli après la signature du contrat. Alors que les patrons ont présenté aux ouvriers une série de propositions ultra-réformistes, les luttes d'ateliers reprennent (les ouvriers sont sortis de la précédente lutte avec un niveau de conscience très haut.) Les ouvriers de quelques ateliers centraux de la production se sont rendus compte que le patron devait nécessairement avec eux; que le rapport homme-machine est à l'avantage du premier. Il y a des ateliers où l'automation ne peut pas aller plus en avant du point déjà atteint. Si autrefois, ils pouvaient se libérer des ouvriers les plus "dangereux" en rendant le procès du travail plus automatique (automation de certains ateliers avec la réduction des ouvriers) aujourd'hui à Pirelli, ce n'est pas possible. Malheureusement, la situation qui existe à l'intérieur de l'usine est que le Comitato di Base ne devienne un instrument bureaucratique du type syndical et ne soit pas capable de faire reprendre la lutte générale. Arrêts d'ateliers aussi à l'ALFA ROMEO (industrie automobile). Deux autres Comitati di Base dont un clairement sur des positions antibureaucratiques (à la maison d'édition "IL SAGGIATORE", Mondadori) et l'autre à "L'AZIENDA TRANVIARIA MILANESE" (A.T.M.)

La semaine dernière s'est déclarée une grève générale à l'improviste de 2.400 travailleurs, de l'Azienda ELETRICA MILANESE (A.E.M.). Ils ont paralysé

(I) ça s'adresse aussi à tous les camarades d'I.C.O.

pour toute la journée la ville de Milan (avec 1700.000 habitants). Les premières conséquences ont été que l'ALFA ROMEO et la PIRELLI ont été obligées de fermer et que la ville est restée sans trams et trolleybus toute la journée.

Aussi à la SNAM progetti (projets), administration (azienda) du groupe E.N.I. dans lequel travaillent 1500 techniciens (bureaux d'études) après les luttes de novembre, ils cherchent à faire repartir l'agitation et à s'organiser en Comitati di Base. Cette année, pour la première fois après la guerre, se sont déroulées des luttes très importantes qui ont touché des secteurs traditionnellement "jaunes" (comme les techniciens et les employés). De novembre à aujourd'hui, à Milan, ils ont fait la grève: techniciens, employés, de la Farmitalia (secteur pharmaceutique) de Milan à la Snam progetti, Alfa Romeo, Ansaldo Meccanico, Falck, Siemens,... Dans leur lutte, ils ont inventé (ou redécouvert) des instruments nouveaux et incisifs: occupations (occupation du bunker de la Snam progetti); les manifestations de rue (employés de la Olivetti qui se sont battus avec la police), utilisation des moyens de communication (envahissement du métro de la part des employés de la Siemens avec tracts et affiches). Pour le prochain mois, je t'enverrai une brève note sur cette lutte. "

U.S.A.

News and Letters: publication d'un groupe américain.

A la dernière réunion des camarades de Paris, assistait un camarade américain qui nous a parlé du journal News and Letters (415 Brainard, Detroit, Michigan, 48 201), mentionné souvent dans la rubrique publication et du groupe qui anime ce journal. Ce qui suit est l'exposé de ce camarade.

Cette publication est un journal d'informations et de correspondances ouvrières; le principal groupe qui l'anime est à Détroit, mais d'autres groupes de base existent dans différentes villes des USA. Ce sont ces groupes de base qui recueillent ou font les articles: 50% du contenu du journal provient de l'extérieur des groupes. Un camarade ouvrier assure la chronique politique après discussions dans les réunions qui sont ouvertes.

Autour du journal, il y a ainsi une cinquantaine de camarades dont 40% de noirs, mais peu de jeunes et d'étudiants. Entre eux existe une base philosophique et politique définie comme un humanisme marxiste, contre la notion de parti et toute prétention dirigeante. Aux USA le groupe fait ressortir le rôle des noirs dont l'action est considérée comme le fer de lance de la lutte de classe: ils constituent les prolétaires par excellence, 40 à 50% des ouvriers des chaînes de production, victimes des superstructures racistes: on ne peut rien faire dans la classe ouvrière sans l'unité à la base des noirs et des blancs. Le groupe a des liaisons en Italie et au Japon.

L'activité principale est la discussion, l'information. C'est en ce sens que le camarade demande que les camarades d'ICO fassent un article sur la situation ouvrière en France. La réunion d'ICO est intéressante, mais trop longue à traduire et beaucoup de choses échappent à celui qui vient de l'étranger. Les camarades américains peuvent faire un article semblable sur la situation aux USA.

Le groupe américain a publié une brochure sur l'automation "Workers Battle Automation": elle est le texte d'une discussion entre ouvriers devant un magnétophone; après la discussion, il a été tenté de faire une conclusion, mais les ouvriers n'ont pas voulu se rallier aux positions des intellectuels et le débat a été laissé ouvert.

Récemment, une assemblée ouverte s'est tenue à Détroit pour une discussion libre entre noirs et blancs; d'après le camarade cette rencontre a été positive. Un aperçu de cette discussion peut être donné par l'extrait ci-après d'une lettre d'une étudiante de Baltimore qui n'appartient pas au groupe News and Letters, mais a assisté à la réunion de Détroit :

"... je suis allée en effet à Détroit ce week-end pour assister à des conférences données par ce groupe dont le titre était le Noir et le Rouge. Ils ont tenté de réunir ensemble des militants noirs et blancs qui sont dans les usines. On était une quarantaine de personnes, surtout des noirs plutôt âgés. 3 ou 4 jeunes noirs, et des blancs dont une bonne moitié de jeunes. Presque tous travaillaient, soit dans l'auto, acier, mines, et la plupart était de Détroit, mais aussi quelques uns de Chicago, Pittsburg, New-York. La conférence voulait persuader les noirs de la nécessité de s'unir avec les blancs pour faire la révolution, mais aussi les convaincre de la nécessité d'avoir une unité de théorie et de pratique, c'est-à-dire d'éviter la tendance dans la nouvelle gauche qui se méfie de la théorie comme l'opposé et l'obstacle à l'action. Le dialogue était plutôt entre ces 4 jeunes noirs et les blancs et noirs qui étaient dans les usines. Le résultat n'était pas brillant surtout parce qu'on n'a pas réussi à illustrer la nécessité de la théorie par des exemples d'une pratique basée sur elle. On ne comprenait pas exactement ce qu'on voulait. La discussion était très valable, mais à cause de cette confusion, elle se bornait souvent à une apologie continuelle de la théorie, sans produire la théorie désirée. Je pense quand même qu'ils ont réussi à recueillir un bon groupement, et à créer des liens entre certains noirs et blancs qui vont peut être s'accroître. Ils ont décidé de se réunir encore une fois."

GRANDE-BRETAGNE

La grève aux usines FORD:

La grève de toutes les usines Ford anglaises, dont nous avons parlé dans le dernier bulletin (ICO, N° 79- mars 69, p.27) s'est terminée le 19 mars, après près d'un mois et maintes péripéties.

Nous publions ci-après la traduction d'un premier article paru dans Solidarity (Vol.5- N° 8- C/O Russell, 53 A Westmoreland Road, Bromley Kent), sous le titre "Ford, les conséquences". Le déroulement et la fin de la grève, toujours traduit de Solidarity (N° 9) seront donnés dans le prochain bulletin.

La lutte qui se déroule actuellement chez Ford a été rendue inévitable depuis 1962. La compagnie, aidée par les dirigeants syndicaux a infligé une sévère défaite aux organisations du travail de l'usine de Dagenham (il s'agit des "job organisations" qui regroupent les "shop organisations" organisations au niveau des ateliers qui ne sont pas directement contrôlées par les syndicats). En 1962, 415.000 heures de travail ont été perdues par suite des conflits sociaux. En 1963 ce chiffre a péniblement atteint 34.000 et en 1964, 60.000

La défaite de 1962 a virtuellement détruit toute l'organisation du travail dans de nombreuses usines Ford. Des centaines de gens dégoûtés, quittèrent les syndicats. La cellule du PC passa, à Dagenham, de 120 à 60 membres. Dans les usines la direction put alors se lancer dans l'accélération des ventes. Selon les chiffres donnés en février 1963 par la cour d'enquête, la production put être augmentée de 33%. Dans le corps central (Body Group une des usines de Dagenham) où avant la défaite les gars pouvaient contrôler la vitesse de la chaîne, la vitesse maximale est passée de 40 à 60 voitures par heure. Tout ceci s'est combiné au grignotage progressif des temps morts avec comme résultat une diminution progressive du nombre d'ouvriers travaillant sur la chaîne.

La nouvelle relation de forces trouva sa confirmation dans une série d'accords qui retiraient à l'atelier le droit de discuter de problèmes comme l'accélération des chaînes, la mutation des ouvriers, l'introduction de nouvelles machines, etc.. Ces problèmes furent considérés comme une "prérogative de la maîtrise". D'autres accords autorisèrent la Compagnie à poser comme préalable à toute embauche l'acceptation de toute décision de la compagnie en cas de mutation de postes ou de demande d'heures supplémentaires.

Les accords sur l'évaluation du travail: la situation alla en empirant

lorsque furent signés les infâmes accords sur l'évaluation du travail, en septembre 1967. Ces accords établissaient une "échelle du travail" valable dans toute l'entreprise Ford. La direction de Ford se vit attribuer le contrôle absolu des mutations des ouvriers. L'échelle du travail est fondée sur une estimation qui n'est connue que des cadres et de leurs conseillers (comme Urwick et Orr et Cie). Autrement dit, cette "échelle du travail" (et par conséquent le salaire) sera déterminée à partir de facteurs inconnus des gars et même de "leurs" syndicats. Ce système inique fut rendu public par la Cour d'enquête en août 1968.

Pendant l'automne 1968, les syndicats se rendirent compte tardivement des conséquences des accords qu'ils avaient signés. Ils commencèrent à faire pression pour obtenir la publication des valeurs des coefficients et des points qui déterminaient les nouveaux salaires. Le 29 novembre 1968, la compagnie annonça généreusement qu'elle était prête à publier les coefficients... dans trois mois environ. Ainsi elle se donnait une période de temps supplémentaire pour mettre en place définitivement le système inique de l'échelle du travail. Autrement dit, la Compagnie fournirait toute information dès qu'elle cesserait d'être utile. Si quelque chose peut montrer la vanité des prétentions des syndicats (même en restant sur leur propre terrain) à être des forces efficaces pour marchander avec les patrons, c'est bien cet épisode.

En rapport avec le conflit en cours, il est intéressant de noter que les accords sur l'échelle du travail furent signés individuellement par tous les membres du NJNC (National Joint Negotiating Committee, Comité National Unifié pour la négociation) qui possède parmi ses membres un personnage aussi peu important que Hugh Scanlon président de l'AEU - Un de deux des principaux syndicats de la métallurgie - Amalgamated Engineering Union -

Tandis que les conditions de travail se détérioraient progressivement et profondément, les salaires des ouvriers de Ford se mirent à baisser et devinrent les plus bas de toute l'industrie automobile britannique. On peut le voir d'après les chiffres ci-dessous publiés par le comité unitaire des Shops Stewards (délégués d'atelier élus directement par tous dans chaque atelier) de Ford en octobre 1968. Le lecteur français pourra comparer avec son propre salaire.

	<u>par heure</u>	<u>par semaine pour 40h</u>
BLMC à Gowley		360 à 396 f.
ROOTES à Ryton		371
ELMC à Longbridge		336
ROVER à Birmingham		312
BLMC à Grafton Hackett	7.80	312
RCOTES à Lindwood	6.75	270
VAUXHALL à Ellesmere	6.30	252
VAUXHALL à Luton	5.85	234
FORD	5.26	210,40

Bien qu'il puisse être assez faux de comparer directement sans précaution ces chiffres (à cause des bonis et de légères différences dans le type de travail) le tableau n'en est pas moins révélateur: Ford payait le plus mal dans toute l'industrie automobile. Le taux d'exploitation y était probablement parmi les plus élevés.

Premiers signes de révolte: En 1968, les ouvriers de Ford en eurent assez. La coupe débordait. En juin, 200 femmes travaillant sur machines à coudre débrayèrent pour protester contre la position de leur travail dans "l'échelle" et furent rejointes par 200 autres camarades à Halewood. La grève dura trois semaines. 5000 ouvriers du montage durent être mis à pied et la production fut finalement entièrement stoppée. Une caractéristique de cette lutte absolument unique dans les annales de Ford fut la reconnaissance de cette grève par l'AEF (Fédération des deux syndicats de la métallurgie AEU et AFI) et la NUVB. Le fait que les syndicats aient reconnu comme officielle une grève qui luttait contre des accords qu'ils avaient eux-mêmes signés

prouve qu'ils se rendaient compte que la pression montait dangereusement dans la firme et qu'il était nécessaire de la contrôler. D'autres luttes mineures éclatèrent, comme par exemple celle des poseurs de portes du Body Group.

En septembre 1968, la production chez Ford fut de nouveau interrompue par une série de luttes chez Girlings et les ouvriers du montage chez Ford furent encore mis à pied pour 14 jours. Quand les gars rentrèrent au travail, tout à fait spontanément ils décidèrent de boycotter tout travail supplémentaire dans les ateliers d'assemblage aussi bien à Halewood qu'à Dagenham. Ils demandèrent un rappel pour couvrir la période où ils avaient été mis à pied. Pour le moment, les gars peuvent être, et sont mis à pied sans préavis et sans paye, selon le bon plaisir de la maîtrise. C'est en tout cas ce qui attend les travailleurs occasionnels.

Ce boycott du travail supplémentaire vit se dresser contre lui non seulement la direction et les directions syndicales, mais aussi les comités unifiés du travail et même certains comités de shop-stewards. Malgré cela, le boycott dura pendant deux mois et eut comme résultat une perte considérable pour la production, probablement équivalente à celle qui résulterait d'un arrêt total de deux semaines. On voit combien Ford dépend des heures supplémentaires, qui doivent être faites massivement et régulièrement.

La première réaction de Ford face à cette situation fut typique. Au lieu de s'attaquer au problème réel, ils jetèrent quelques miettes aux syndicats nationaux. Le 5 novembre, non seulement la direction leur accorda le droit de vérifier les cartes d'adhésion (sur les lieux de travail et pendant le temps de travail) mais elle leur offrit (sans qu'ils n'aient rien demandé) de prélever directement les cotisations syndicales sur les salaires. Aux Etats-Unis, pendant les années 30, Henry Ford fit des propositions analogues pour la vérification des cartes d'adhésion. Il justifia ainsi ses décisions en affirmant que la compagnie Ford devenait ainsi, en quelque sorte, le banquier de l'UAW (syndicat de l'automobile américain) et par conséquent, elle avait un moyen de pression sur le syndicat: la menace de lui retirer ces avantages. Ford remarqua également que cette procédure aurait de plus l'avantage d'éloigner plus encore la direction nationale du syndicat des pressions de la base. Ce raisonnement est en cours d'application dans la Grande-Bretagne d'aujourd'hui.

L'effet global du soulèvement de 1968 fut considérable: 30 millions de livres (360 millions de frs) furent perdus pour la production. C'est à peu près le 1/8^e de la production totale. Selon un porte-parole de la compagnie, celle-ci ne s'est sentie que pendant 23 jours dans toute l'année, à l'abri de toute menace d'action des ouvriers. 1.100.000 heures de travail furent perdues par suite de ces actions en 1968 (contre 276.000 en 1967); 500.000 autres heures furent également perdues au cours des luttes dans les autres compagnies. C'est un coup ironique du destin que Ford ait à payer maintenant avec usure les intérêts de sa politique de tyrannisation des militants, qu'il menait depuis 1962.

La lutte actuelle: A ce stade la compagnie décida de payer pour arrêter les troubles à venir. Elle offrit un ensemble de nouveaux accords. Ceux-ci entraînaient une augmentation des salaires de 7 1/2 à 10% (les salaires restent encore très inférieurs à la moyenne des industries automobiles), la paye égale entre hommes et femmes (à condition que ces dernières acceptent de travailler en équipe de nuit et fassent les heures supplémentaires demandées), certains bénéfices marginaux (comme un aménagement des récupérations), une prime spéciale pour les vacances. Mais en revanche la compagnie proposait un renforcement des pénalités dans le but d'affaiblir les organisations d'usine et elle faisait dépendre le paiement des heures perdues et la prime de vacances de l'absence d'action "non constitutionnelles" (1) (par exemple le boycott des heures

(1) En Angleterre, les grèves peuvent être officielles si elles sont "reconnues" par un syndicat, non officielles si elles ne sont pas reconnues. Mais elles peuvent être aussi "constitutionnelles" si elles ont lieu après recours à la procédure légale d'arbitrage "non-constitutionnelles" si elles n'en ont pas tenu compte. Les grèves "sauvages" sont le plus souvent non officielles et non-constitutionnelles.

supplémentaires est tout autant non constitutionnel que la grève). Cette convention renforçait encore plus le NJNC en lui installant un secrétariat permanent, et localement en lui permettant d'avoir des permanents à plein temps dans les usines pour étouffer dans l'oeuf toute velléité de trouble. Ce nouvel accord affaiblira encore plus l'organisation d'usine, et par conséquent affaiblira la position des ouvriers de Ford dans les marchandages. Simultanément, il renforce la position des délégués syndicaux permanents dans l'usine.

Les délégués du personnel des principales usines de Ford décidèrent la grève pour le 24 février.

Le NJNC accepta les accords avec la direction par un simple vote à la majorité. Il y a 15 représentants syndicaux dans le NJNC. Chaque syndicat a droit à une voix quel que soit le nombre d'ouvriers qu'il représente (de 15.000 pour la TGWU ou la AEU à quelques pelés comme pour la National Society of Metal Mechanics). La majorité des syndicats du NJNC sont des syndicats d'artisans représentant au mieux quelques centaines d'ouvriers. La grande masse des ouvriers de production se retrouvent dans les quatre grands syndicats (TGWU, AEU, NUCA W, NUVB). Il est donc tout à fait clair que même si les grands syndicats représentaient réellement les intérêts de la masse des ouvriers de Ford, ceux-ci seraient blousés par le système de vote. Cette situation confortable a toujours servi d'excuse à l'inertie syndicale. Les grands syndicats affirment qu'ils sont blousés par le système de vote, les petits qu'ils sont écrasés par les gros bataillons. Comme les ouvriers ordinaires de chez Ford sont laissés dans l'ignorance de ce qui se passe exactement dans le NJNC, tout le monde reste sagement dans la confusion.

La tension croissante chez Ford et la perspective de la déduction des cotisations syndicales sur les salaires, les syndicats sentent que celui des quatre grands qui fera le plus de progrès maintenant aura la plus forte position dans le futur. Ceci éclaire le militantisme soudain, même confus et tardif, de l'AEU, de la TGWU et de la NUVB. Point besoin d'être prophète pour prédire que le règlement du conflit que mijotèrent ces nouveaux amis des ouvriers de Ford, n'aura que peu de choses à voir avec ce qu'il faudrait vraiment. Avec de tels amis, les ouvriers de Ford n'ont pas besoin d'ennemis.

Les délégués d'usine tinrent un meeting national et ils appelèrent à une grève "non officielle" pour le 24 février. Cet appel à la grève fut attaqué par le secrétariat général de l'AFT. Cette première réponse syndicale fut fortement chahutée. Les gars de Hallowood restèrent solides sur leurs positions, mais à Dagenham, un grand nombre d'entre eux reprirent le travail. Pourquoi en fut-il ainsi?

Il y a malheureusement une crise profonde entre les ouvriers et leurs délégués des ateliers de montage, de Dagenham. Cette détérioration de la confiance vient d'un grand nombre de facteurs. La politique de la compagnie - diviser pour régner - empêche les divers ouvriers de se rendre compte que leurs intérêts sont les mêmes. A Dagenham par exemple, il y a cinq usines différentes, séparées, chacune avec sa maîtrise et son organisation de shop-stewards distincte. Les ouvriers d'une usine n'ont qu'une faible idée de ce qui se passe dans les autres usines du groupe. Mais même dans leur propre usine il existe de grandes différences et divisions entre les diverses catégories de travailleurs. Les ouvriers de l'entretien, ceux de l'atelier de montage, ceux des presses, ont des types de travail entièrement différents et ils ont peu de contacts entre eux. Bien plus, les contacts sont quasi inexistantes entre deux équipes d'une même usine qui se relèvent. Cette division à l'intérieur d'une même usine est particulièrement mise en relief lors du boycott des heures supplémentaires par les ouvriers du montage: beaucoup d'ouvriers des autres services continuaient à faire des heures supplémentaires à tire larigot.

Une autre cause de la perte de confiance dans l'organisation des shop-stewards de l'usine de Dagenham, provient de la longue tradition de manipulation des gars par les délégués, par la mauvaise information qu'ils leur transmettent, par leurs manœuvres. Le PC en a d'ailleurs pris sa part. Quelques délégués ont même justifié leur opposition à la volonté de la base en affirmant qu'ils n'étaient responsables que devant le Comité Unifié du Travail. (Réunion des shops-stewards).

Que va-t-il venir maintenant? Ford est à bout. L'effet cumulatif des luttes de l'an dernier combiné à une croissance de la demande (due à l'époque de l'année et aux effets de la dévaluation) ont rendu très vulnérable la compagnie Ford. La fermeture des usines anglaises a substantiellement gêné la production des usines du continent qui fabriquent les modèles ordinaires de la marque (à Gand en Belgique, à Cologne en Allemagne). La situation n'en est que plus favorable pour les ouvriers de Ford, qui, s'ils veulent obtenir quelque chose de substantiel, doivent maintenir leur pression. Il est absolument essentiel qu'ils prennent leur propre lutte dans leurs propres mains, et qu'il soit tout à fait clair qu'aucun règlement ne doit être accepté qui n'ait l'accord des gars eux-mêmes. Si on laisse les permanents des syndicats diriger la lutte, c'est foutu. Toute l'histoire de Ford est là pour le démontrer.

Il faut saisir la situation actuelle pour amener un nouvel équilibre des forces dans l'empire Ford. La lutte en cours n'est qu'un premier round. Il est temps de réfléchir sur la manière dont il faut développer la situation et comment stopper l'accélération des cadences et les mutations. Les gars eux-mêmes doivent envisager les méthodes de lutte à développer au sein de l'usine, occupation, sit-in, grève du zèle, etc.. Ces méthodes sont non seulement efficaces mais sont encore les moins coûteuses pour les gars. C'est le moment que les militants fassent un peu de travail à la maison sur "l'abaissement des prix de production" et "l'analyse critique des méthodes" mais appliqué à leur propre lutte.

A long terme, il est essentiel que soit fortement améliorées les communications entre les militants de chez Ford. Pour l'instant elles sont pratiquement inexistantes. Dès qu'un comité de shop-steward ou un comité unifié du travail a cessé d'agir comme organe de lutte, d'information et de solidarité, il doit être court-circuité ou remplacé. Il est évidemment nécessaire d'éditer un journal des militants de Ford. La seule solution réelle aux problèmes des ouvriers de Ford se trouve dans le renforcement des organisations d'usine et d'atelier. Pour cela un journal d'agitation est nécessaire pour contrer les mensonges des patrons et des bureaucrates syndicaux.

Les liaisons internationales doivent être renforcées pour que le fiasco de Gand (I) ne puisse se reproduire. Avec la standardisation des modèles et la centralisation en une seule usine de la production de certaines pièces, la Ford européenne est devenue très vulnérable. Les militants ont tout à gagner à établir des contacts avec leurs camarades européens, ils pourront ainsi choisir leur domaine d'action. Il faut trouver le talon d'Achille de Ford. " - (Mark Fore).

oooooooooooo

PUBLICATIONS

CONTACTS: bulletin d'informations et de liaisons de la région de Marseille- (demander à ICO). Une mise au point au début du N°2 parle des débats au sein de ce groupe de camarades:

".. ce silence est dû à un désaccord fondamental dans le groupe au sujet de la nature et du contenu de CONTACTS. Il y a quelques mois des travailleurs considéraient que la lutte menée aussi bien par les syndicats que les comités d'actions ne pouvaient jouer pleinement un rôle dans la lutte des classes; les premiers étant trop réformistes et les seconds tombés sous la coupe d'une minorité étudiante. Ils ont pensé que pour mener cette lutte, les travailleurs devaient être solidaires entre eux. Ils ont jugé alors utile de faire un journal inter-entreprise, dont le rôle serait de recueillir des informations des boîtes de la région marseillaise. (dénonçant l'exploitation

(I) Voir I.C.O. N° 75 - novembre 1968 - et N° 76, décembre 1968.

par le patronat sous toutes ses formes, ainsi que le rôle joué par les syndicats dans cette exploitation). Les articles pouvaient être écrits par n'importe quel camarade le désirant, quelle que soit sa conception de la lutte de classes. De plus, des articles, dits théoriques, ou d'ordre général, pouvaient être insérés dans le journal si quelqu'un le désirait. Il était donc bien clair qu'aucune censure ne pouvait entraver la rédaction des articles. Or, c'est justement à propos d'un article de fonds sur la dévaluation du franc, que vous trouverez dans ce numéro, qu'est intervenu le désaccord.

- trouvant que le sujet ne se prêterait pas à la situation de certaines boîtes et ne toucherait pas certains employés,

- pensant que les attaques étaient trop violentes,

- jugeant que le côté théorique d'un journal inter-entreprise devait laisser la place à de simples informations,

des camarades se sont opposés à sa parution et ne pouvant pas obtenir que l'article soit retiré, ont préféré s'en aller de CONTACTS.

alors que d'autres ont voulu continuer le journal sur les bases fondamentales qui avaient amené sa naissance".

Au sommaire de ce N°2: Sur la dévaluation - informations sur la lutte quasi-quotidienne des dockers de Marseille, - sur ce qui s'est passé à la CODER (voir ICO 78, p.16)- lettre du Canada.

BULLETIN de LIAISON de l'ASSOCIATION d'étude et d'intervention SOCIOLOGIQUE: N° I- 19 rue François Lemaire; 59, Douai.

Ce bulletin reprend avec des compléments, le texte " A propos de l'auto-gestion"(Contribution à l'abolition du salaire et du travail) écrit en réponse à la brochure d'ICO," la grève généralisée en France, mai-juin 68" (et publié dans le N° 74, oct. 68 p.20). D'après la présentation, ce texte devait prélude une étude plus complète sur "les conditions de réalisation de l'Utopie". Il a été écrit très rapidement et souvent sans analyse des intuitions avancées. La plupart des thèses soutenues ont été déjà avancées par les situationnistes. Le projet de base est de tenter de faire une sorte d'ICO pour intellectuels.

Critique de la théorie de la valeur.

La crise des maisons de jeunes- Hypothèses sur l'évolution de la jeunesse et donc de la société. Les maisons de jeunes peuvent-elles survivre?

supplément au bulletin précédent.

(pour ces bulletins, s'adresser directement à l'adresse ou à ICO qui transmettra). Ces camarades tiennent à la disposition de ceux qui le désirent des notes de lecture sur:

- la métamorphose du bourgeois,

- le nouvel état industriel de Galbraith (demander à ICO).

Ils préparent un dossier pédagogique sur:

- Aménagement du territoire, développement économique et technocratie
va-t-on vers une société "cybernétiste"? (aide et collaboration demandée).

"L'IMAGINATION A PRIS LE POUVOIR": Université critique de Toulouse, Division des Lettres et Sciences Humaines- N° 5- Université critique expérimentale-Essai de clarification de son sens politique.

Sommaire: nécessité - Buts-(Cassure de l'ancien système du savoir oppressif au niveau théorique- au niveau idéologique-) Invention de nouvelles tâches théoriques. Méthodes de travail (fonctionnement- articulation de l'université sur la société) problèmes pratiques - (demander à ICO).

Bulletin du Comité de Liaisons des Assurances Générales de France
Nos 8 et 9- mars 69- Informations d'entreprise (demander à ICO).

Petit précis de droits : quelques conseils utiles en toutes circonstances dans la période actuelle. Mais c'est restreint au milieu étudiant et à une forme d'action. Il y manque au moins autant de textes sur la manière de se défendre dans une entreprise contre toutes les formes de domination (demander à ICO).

Mai-Juin 68 : N° spécial de l'Ecole Emancipée- mars 69- (Larvor, 12 rue A. Le Braz- 22 St Brieuç).

Révolution Internationale N° 2- C. Giné, B.P. 183- 31 Toulouse

Au sommaire de ce numéro- Déclaration de principes (dont nous avons parlé dans ICO N° 76 décembre 68, p.28). La crise monétaire- La guerre du Moyen-Orient- La guerre du Vietnam, et comprendre mai - critique du livre de René Vienet " Enragés et Situationnistes dans le mouvement des occupations" (livre dont nous avons déjà parlé dans ICO N° 77- janvier 69, p.28 et N° 78, fév. 69 p.19).

Voici ce qu'écrit à ce sujet un camarade du Midi: " A part le "parti révolutionnaire" de la déclaration de principes, les articles sont bons, notamment celui sur les situationnistes. Et cette histoire de parti, c'est peut être l'utilisation du mot qui choque. Je me souviens m'être accroché jusqu'après la guerre à ce mot alors que pour tout le monde il a acquis le sens de parti dirigeant. Dès les années 30 j'étais pour le parti animateur et pas dirigeant. Mais il faut savoir jeter par-dessus bord les mots usés ou chargés d'un sens, que la vie a imposés. Par exemple le "socialisme " ne signifie plus rien ou s'identifie à la Russie". La conclusion de l'article "comprendre mai": "Là où pour les situationnistes le problème de la Révolution se pose en termes d'entraîner ne serait-ce que par des actions exemplaires, il se pose pour nous en termes d'un mouvement spontané des masses du prolétariat amenées forcément à se soulever contre un système économique en désarroi et en déclin, qui ne leur offre plus désormais que la misère croissante et la destruction au plus de l'exploitation"; cette conclusion contient déjà tout une conception de la lutte de classe; comment la concilier avec cette phrase de la déclaration de principes: " pour devenir des facteurs déterminants de ce processus (la prise de conscience de la classe ouvrière) les éléments les plus conscients doivent s'organiser politiquement, constituer l'organisation politique du prolétariat". Ceci semble bien proche de positions avant-gardistes, maintes fois critiquées dans ICO.

Comité d'objection à l'ordre militaire - tract d'information et de soutien aux objecteurs. (l'adresse des objecteurs n'est plus la même; adresser le courrier provisoirement à SOC, SCI, 129 rue du Fg Poissonnière, Paris-9è).

Tract sur le référendum: (Laveyssière; 43 A. de Musset - 47 Agen). peuvent être obtenus en quantité.

Tract d'Angers: "Le sens d'une contestation" avec en exergue "L'injure est la meilleure critique du faux dialogue avec les cons"- et comme conclusion: " vivre c'est lutter pour la disparition du spectacle, c'est retrouver le vrai dialogue, les vrais rapports."

Lutte Ouvrière Nos 26 à 31- M. Rodinson- Initiative socialiste- 54 R. Mr Le Prince, Paris, 6è. - Moyen Orient- Match BSN-St Gobain- l'université-Prague et Espagne.

Jeune Révolutionnaire N° 4- 18 R. de l'Echiquier-Paris 10è- Nantes la Rouge.

Le Prolétaire N° 62- BP 375 Marseille-Colbert - Capital et CGT.

Pouvoir Ouvrier- N° 95 -22 R. Léopold Bellan-Paris 2è- Le mouvement étudiant cherche sa voie.

Le Monde Libertaire N° 148, 3 r. Terneaux Paris, 11è.

Cahiers de Mai N° 9- 18 R. du Fg du Temple, Paris 11è- Rendez-vous de mars et idées de mai. La police privée des patrons.

Action(13 et 21 fév.) 52 R. Galande-Paris 5è. L'armée de tous les jours. Le Franquisme sur la défensive.

Ecole Emancipée: Nos 9-10-11- Larvor, 12 R. A. Le Braz, 22 St Brieuç- Congrès SNI, CN, FEN-

Révolution Proletarienne Nos 244-245, 21 R. Jean-Robert, Paris 18è. Nouvelles remarques sur la condition prolétarienne.

Anarcho-syndicaliste N° 83- Raynal, 12 R. Béchade, 79 Chef-Boutonne; Le syndicalisme de papa éclipsé par l'action directe dans les facultés?-

Perspectives syndicalistes N° 47- 8 Place Bonsérgent, Paris 10è.

L'Humanisme Libertaire- N° 152- Ottie, 21 R. des Mathurins, 91-Bièvres.

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I. C. O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e
Abonnement : **Un an - 12 numéros : 6 F.**
Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

ROENOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication **P. BLACHIER.**